

Distribution: Restreinte
Original: Anglais

EB 98/64/R.20/Rev.1
Point 9 c) iii)
de l'ordre du jour

10 septembre 1998
Français



FIDA
FONDS INTERNATIONAL DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE
Conseil d'administration - Soixante-quatrième session
Rome, 9 - 10 septembre 1998

RAPPORT ET RECOMMANDATION DU PRÉSIDENT

AU CONSEIL D'ADMINISTRATION CONCERNANT UNE PROPOSITION DE PRÊT À LA

RÉPUBLIQUE DE L'OUGANDA

POUR

LE PROGRAMME D'APPUI À L'AMÉNAGEMENT DES DISTRICTS



**↓ Place your Table of Contents here and delete this line **

TABLE DES MATIÈRES

TAUX DE CHANGE	iii
POIDS ET MESURES	iii
SIGLES ET ACRONYMES	iii
CARTE 1 PROGRAMME D'APPUI À L'AMÉNAGEMENT DES DISTRICTS	iv
CARTE 2 OPÉRATIONS DU FIDA EN OUGANDA	v
RÉSUMÉ DU PRÊT	vi
NOTE DE PRÉSENTATION	vii
PREMIÈRE PARTIE - L'ÉCONOMIE, LE CONTEXTE SECTORIEL ET LES ACTIVITÉS DU FIDA	1
A. L'économie et le secteur agricole	1
B. Données d'expérience	2
C. Stratégie de collaboration du FIDA avec l'Ouganda	3
DEUXIÈME PARTIE - LE PROGRAMME	5
A. Zone du programme et groupe cible	5
B. Objectifs du projet	6
C. Composantes	7
D. Coûts et financement du projet	8
E. Passation des marchés, décaissements, comptabilité et vérification des comptes	11
F. Organisation et gestion	11
G. Justification économique	13
H. Risques	14
I. Impact sur l'environnement	14
J. Aspects novateurs	14
TROISIÈME PARTIE - INSTRUMENTS JURIDIQUES ET AUTORITÉ	15
QUATRIÈME PARTIE - RECOMMANDATION	15
ANNEXE	
RÉSUMÉ DES GARANTIES SUPPLÉMENTAIRES IMPORTANTES INCLUSES DANS L'ACCORD DE PRÊT NÉGOCIÉ	17



APPENDICES

I. COUNTRY DATA (DONNÉES SUR LE PAYS)	1
II. PREVIOUS IFAD LOANS AND GRANTS IN UGANDA (PRÊTS ANTÉRIEURS DU FIDA À L'UGANDA)	2
III. LOGICAL FRAMEWORK (CADRE LOGIQUE)	3
IV. QUANTITATIVE INPUTS, TARGETS AND KEY PROGRAMME FACTORS (APPORTS QUANTIFIÉS, OBJECTIFS ET FACTEURS CLÉS DU PROGRAMME)	8
V. CATEGORY WISE DISBURSEMENT ACCOUNTS BY FINANCIERS (COMPTES DE DÉCAISSEMENT CATÉGORIELS, PAR FINANCEUR)	9
VI. ORGANIZATION AND MANAGEMENT (ORGANISATION ET GESTION)	10
VII. ECONOMIC AND FINANCIAL ANALYSIS (ANALYSE ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE)	15



TAUX DE CHANGE

Unité monétaire	=	Shilling ougandais (UGX)
1,00 USD	=	1 150 UGX
1 000 UGX	=	0,87 USD

POIDS ET MESURES

Système métrique

SIGLES ET ACRONYMES

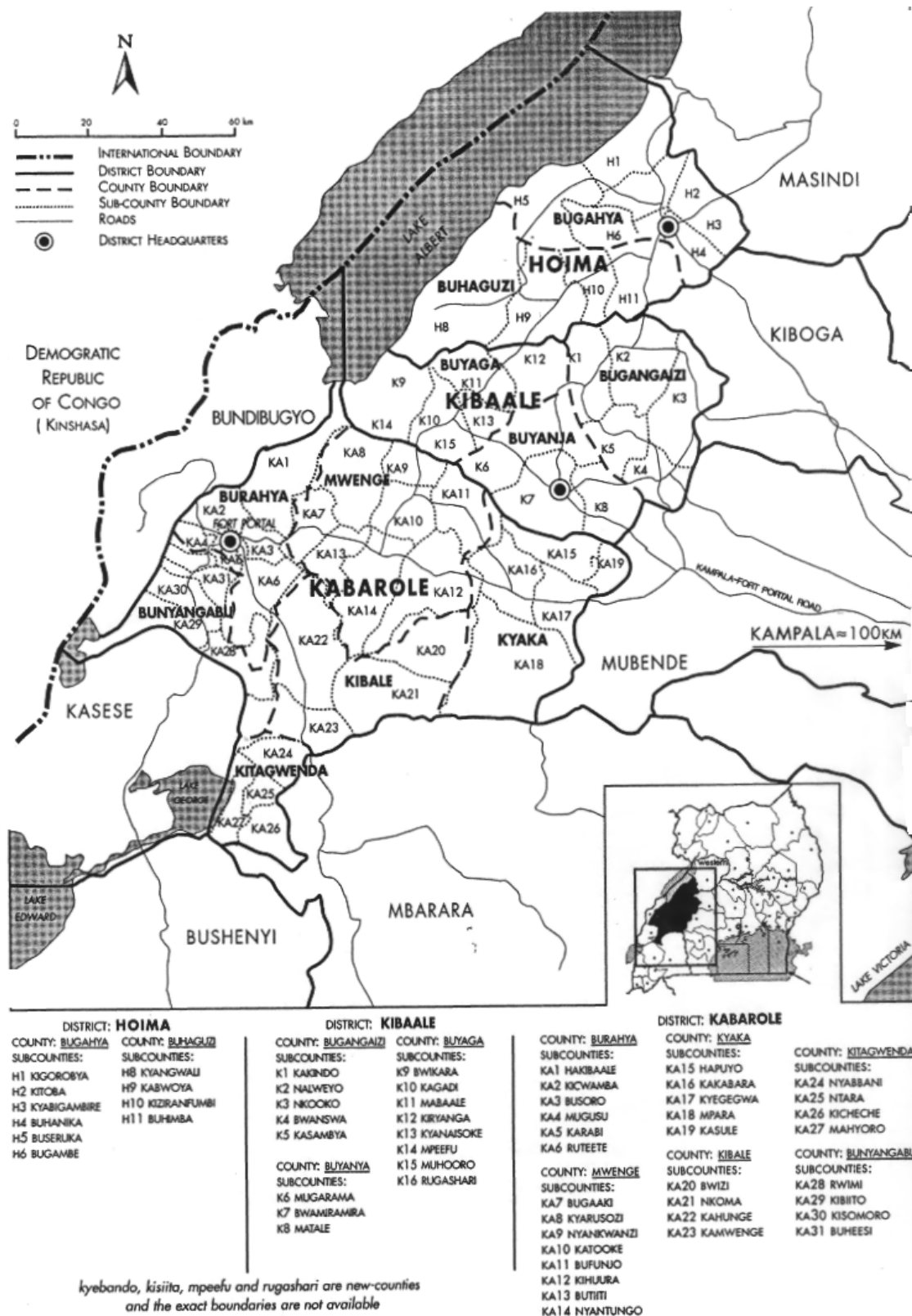
ACT	Action pour la coopération technique
ASDI	Association subcantonale de développement intégré
CPTD	Comité de planification technique de district
MCL	Ministère des collectivités locales
ONG	Organisation non gouvernementale
PC.FSB	Programme conjoint-Fonds de survie belge
PDCID	Projet de développement communautaire intégré de district
UWFT	Uganda Women's Finance Trust

GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DE L'UGANDA

Année budgétaire

1er juillet - 30 juin

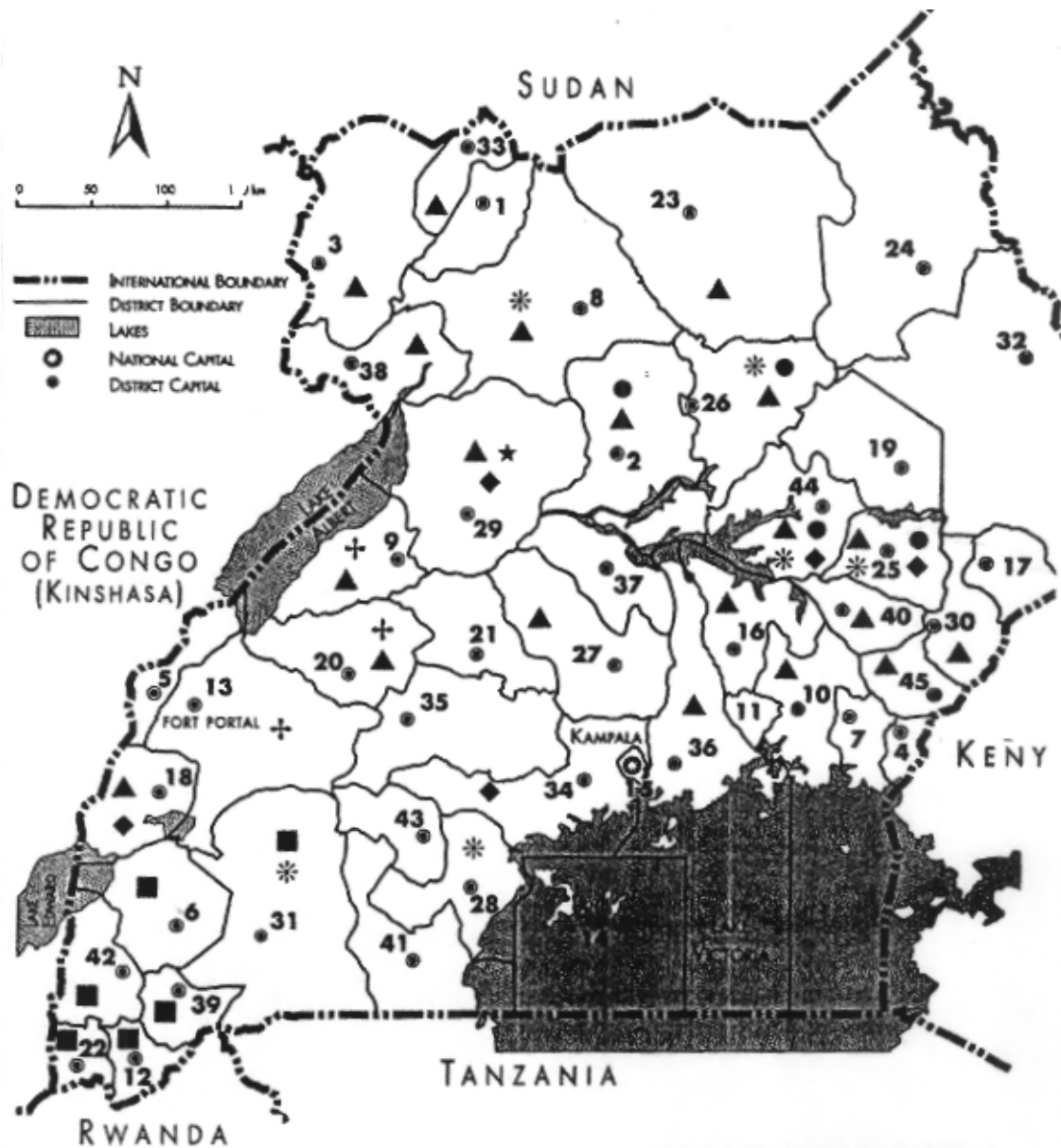
CARTE 1 - PROGRAMME D'APPUI À L'AMÉNAGEMENT DES DISTRICTS



Source: FIDA

Les appellations des données qui figurent sur cette carte n'impliquent de la part du FIDA aucune prise de position quant au tracé des frontières ou des limites, ni quant au statut administratif des territoires.

CARTE 2 - OPÉRATIONS DU FIDA EN OUGANDA



DISTRICTS/DISTRICT CAPITALS

<ul style="list-style-type: none"> ▲ COTTON SUB-SECTOR DEVELOPMENT PROJECT (CSDP) ◆ SMALLHOLDER COTTON REHABILITATION PROJECT (SCRP) ■ SOUTHWEST REGION REHABILITATION PROJECT (SWRRAP) ● AGRICULTURAL DEVELOPMENT PROJECT (ADP) * UWESO DEVELOPMENT PROJECT (UDP) ★ MASINDI DISTRICT INTEGRATED COMMUNITY DEVELOPMENT PROJECT (MDICDP) + HOIMA-KIBAALLE DISTRICT INTEGRATED COMMUNITY DEVELOPMENT PROJECT (H-KDICDP) 	<table border="0" style="width: 100%;"> <tr> <td style="width: 33%;">1. ADJUMANI</td> <td style="width: 33%;">16. KAMULI</td> <td style="width: 33%;">31. MBARARA</td> </tr> <tr> <td>2. APAC</td> <td>17. KAPCHORWA</td> <td>32. MOROTO</td> </tr> <tr> <td>3. ARUA</td> <td>18. KASESE</td> <td>33. MOYO</td> </tr> <tr> <td>4. BUGIRI</td> <td>19. KATAKWI</td> <td>34. MPIGI</td> </tr> <tr> <td>5. BUNDIBUGYO</td> <td>20. KIBAALLE</td> <td>35. MUBENDE</td> </tr> <tr> <td>6. BUSHENYI</td> <td>21. KIBOGA</td> <td>36. MUKONO</td> </tr> <tr> <td>7. BUSIA</td> <td>22. KISORO</td> <td>37. NAKASON</td> </tr> <tr> <td>8. GULU</td> <td>23. KITGUM</td> <td>38. NEBBI</td> </tr> <tr> <td>9. HOIMA</td> <td>24. KOTIDO</td> <td>39. NTUNGAA</td> </tr> <tr> <td>10. IGANGA</td> <td>25. KUMI</td> <td>40. PALLISA</td> </tr> <tr> <td>11. JINJA</td> <td>26. LIRA</td> <td>41. RAKAI</td> </tr> <tr> <td>12. KABALE</td> <td>27. LUWERO</td> <td>42. RUKUNGII</td> </tr> <tr> <td>13. KABAROLE</td> <td>28. MASAKA</td> <td>43. SEMBABUI</td> </tr> <tr> <td>14. KALANGALA</td> <td>29. MASINDI</td> <td>44. SOROTI</td> </tr> <tr> <td>15. KAMPALA</td> <td>30. MBALE</td> <td>45. TORORO</td> </tr> </table>	1. ADJUMANI	16. KAMULI	31. MBARARA	2. APAC	17. KAPCHORWA	32. MOROTO	3. ARUA	18. KASESE	33. MOYO	4. BUGIRI	19. KATAKWI	34. MPIGI	5. BUNDIBUGYO	20. KIBAALLE	35. MUBENDE	6. BUSHENYI	21. KIBOGA	36. MUKONO	7. BUSIA	22. KISORO	37. NAKASON	8. GULU	23. KITGUM	38. NEBBI	9. HOIMA	24. KOTIDO	39. NTUNGAA	10. IGANGA	25. KUMI	40. PALLISA	11. JINJA	26. LIRA	41. RAKAI	12. KABALE	27. LUWERO	42. RUKUNGII	13. KABAROLE	28. MASAKA	43. SEMBABUI	14. KALANGALA	29. MASINDI	44. SOROTI	15. KAMPALA	30. MBALE	45. TORORO
1. ADJUMANI	16. KAMULI	31. MBARARA																																												
2. APAC	17. KAPCHORWA	32. MOROTO																																												
3. ARUA	18. KASESE	33. MOYO																																												
4. BUGIRI	19. KATAKWI	34. MPIGI																																												
5. BUNDIBUGYO	20. KIBAALLE	35. MUBENDE																																												
6. BUSHENYI	21. KIBOGA	36. MUKONO																																												
7. BUSIA	22. KISORO	37. NAKASON																																												
8. GULU	23. KITGUM	38. NEBBI																																												
9. HOIMA	24. KOTIDO	39. NTUNGAA																																												
10. IGANGA	25. KUMI	40. PALLISA																																												
11. JINJA	26. LIRA	41. RAKAI																																												
12. KABALE	27. LUWERO	42. RUKUNGII																																												
13. KABAROLE	28. MASAKA	43. SEMBABUI																																												
14. KALANGALA	29. MASINDI	44. SOROTI																																												
15. KAMPALA	30. MBALE	45. TORORO																																												

Source: FIDA

Les appellations des données qui figurent sur cette carte n'impliquent de la part du FIDA aucune prise de position quant au tracé des frontières ou des limites, ni quant au statut administratif des territoires.



LA RÉPUBLIQUE DE L'OUGANDA

PROGRAMME D'APPUI À L'AMÉNAGEMENT DES DISTRICTS

RÉSUMÉ DU PRÊT

INSTITUTION À L'ORIGINE DU PROGRAMME:	FIDA
EMPRUNTEUR:	République de l'Ouganda
ORGANISME D'EXÉCUTION:	Ministère des autorités locales, Districts de Hoima, Kibaale et Kabarole
COÛT TOTAL DU PROGRAMME:	20,7 millions de USD
MONTANT DU PRÊT DU FIDA:	9,5 millions de DTS (équivalent approximativement à 12,6 millions de USD)
CONDITIONS DU PRÊT DU FIDA:	40 ans, y compris un différé d'amortissement de 10 ans, avec une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an
COFINANCEUR:	Fonds de survie belge (FSB)
MONTANT DU COFINANCEMENT:	5,6 millions de USD
CONDITIONS DU COFINANCEMENT:	Don
CONTRIBUTION DE L'EMPRUNTEUR:	1,6 million de USD
CONTRIBUTION DES BÉNÉFICIAIRES:	900 000 USD
INSTITUTION CHARGÉE DE LA PRÉÉVALUATION:	FIDA
INSTITUTION COOPÉRANTE:	Supervisé par le FIDA



NOTE DE PRÉSENTATION

Qui sont les bénéficiaires? 80% environ des quelque 255 000 ménages qui vivent dans les districts de Hoima, Kibaale et Kabarole, dans le centre-ouest de l'Ouganda, soit plus d'un million de ruraux pour la plupart pauvres, devraient bénéficier directement et indirectement de ce programme. Les activités sont essentiellement ciblées sur les femmes et les enfants des communautés rurales des districts et sur les petits exploitants agricoles. Le bénéficiaire typique de ce programme gagne moins de la moitié du revenu national par habitant, qui est de 240 USD, tandis que le ménage rural pauvre typique consacre les deux tiers de ses ressources à l'alimentation. Les paysannes constitueront le groupe cible prédominant, notamment en raison du rôle qu'elles jouent dans les domaines de la santé, des soins aux enfants et de la nutrition familiale.

Pourquoi les bénéficiaires sont-ils pauvres? Une enquête réalisée auprès des ménages en 1993 a constaté qu'environ 61% de la population vivaient au-dessous du seuil de pauvreté. La pauvreté chronique que connaît cette région trouve ses origines dans la longue période de troubles civils qui a détruit l'essentiel des infrastructures du pays, a perturbé les activités sociales, économiques et productives, a laissé beaucoup de ménages sans hommes, fait de nombreuses veuves et de nombreux orphelins. L'absence de débouchés, le faible niveau d'éducation et la petite taille des exploitations agricoles contribuent également à la pauvreté. La situation a été encore aggravée par les ravages provoqués par le syndrome d'immunodéficience acquise (SIDA) et les maladies connexes. À la fin des hostilités, les indicateurs socio-économiques étaient si bas que les interventions du FIDA et des autres bailleurs de fonds n'ont pas eu d'impact marqué sur la situation de pauvreté, bien que certains indicateurs sociaux importants se soient améliorés dans la zone couverte par le programme. Si, en raison de la situation sociale désastreuse, les premières interventions ont privilégié les services sociaux, la durabilité acquise par ces services et un certain recul de la pauvreté confirment la nécessité de recentrer désormais l'action sur la relance de l'appareil productif.

Que fera le programme pour les bénéficiaires? Le programme devrait augmenter les revenus des ménages et les revenus ruraux en général grâce à l'appui apporté aux cultures de rente traditionnelles et à d'autres activités rémunératrices; améliorer davantage l'état de santé générale des bénéficiaires en leur fournissant une eau salubre, des installations sanitaires, des soins de santé primaires et des moyens de transport; améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition grâce à un appui à la production agricole, à la pisciculture et à l'apiculture; et, de façon générale, améliorer la capacité des communautés à répondre à leurs propres besoins socio-économiques de façon autonome.

Comment les bénéficiaires participeront-ils au programme? Les habitants des villages, les groupes communautaires, notamment les groupes de femmes, les associations et les comités locaux qui ont déjà été repérés, constitués, sensibilisés et formés avec l'aide du Projet de développement communautaire intégré en cours qui couvre les districts de Hoima et Kibaale (mais pas celui de Kabarole) constitueront la structure de base sur laquelle reposent les interventions du programme proposé. Les bénéficiaires recevront un appui supplémentaire pour leur mobilisation et le renforcement de leurs capacités afin de pouvoir prendre directement en charge les activités de développement social et économique individuelles et collectives financées par le programme. En outre, ils participeront également à des démonstrations sur le terrain, à des programmes d'échanges et à toutes les activités économiques productives promues par le programme.

Coûts et plan de financement du programme. Le coût total du programme sur une période de six ans est de 20,7 millions de USD, qui proviendront d'un prêt du FIDA (12,6 millions de USD), d'un don du FSB (5,6 millions de USD), d'une contribution du gouvernement (1,6 million de USD) et d'une contribution des bénéficiaires, essentiellement en nature (900 000 USD).



RAPPORT ET RECOMMANDATION DU PRÉSIDENT DU FIDA
AU CONSEIL D'ADMINISTRATION CONCERNANT UNE PROPOSITION DE PRÊT À
LA RÉPUBLIQUE DE L'UGANDA
POUR
LE PROGRAMME D'APPUI À L'AMÉNAGEMENT DES DISTRICTS

J'ai l'honneur de présenter le Rapport et recommandation ci-après concernant une proposition de prêt à la République de l'Ouganda d'un montant de 9,5 millions de DTS (équivalant approximativement à 12,6 millions de USD) à des conditions particulièrement favorables, en vue de contribuer au financement du Programme d'appui à l'aménagement des districts. Le prêt aura une durée de 40 ans, y compris un différé d'amortissement de dix ans et sera assorti d'une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an. Il est proposé que ce programme dont l'initiative est due au FIDA soit directement supervisé par le Fonds, étant donné qu'il offrira des occasions d'orienter la décentralisation du processus de décision et d'en tirer des enseignements, et qu'il soit mené par les communautés, les organisations non gouvernementales (ONG) locales et nationales ainsi que par le secteur privé.

**PREMIÈRE PARTIE - L'ÉCONOMIE, LE CONTEXTE SECTORIEL ET LES
ACTIVITÉS DU FIDA¹**

A. L'économie et le secteur agricole

1. **Programme de relance économique.** L'Ouganda est un pays enclavé d'une superficie de 241 000 km² (voir cartes 1 et 2). Au milieu de l'année 1997, sa population était estimée à 20,4 millions d'habitants, avec un taux de croissance annuel de 2,5%. Près de 90% de la population vit dans les campagnes. L'Ouganda se classe au 159^{ème} rang sur 175 pays dans l'Indice de développement humain 1997 du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). Le produit intérieur brut (PIB) par habitant, estimé à 240 USD en 1996, situe l'Ouganda parmi les pays les plus pauvres au monde, mais la densité de population y est faible et les terres productives abondantes. La production vivrière constitue une activité économique fondamentale, qui représente plus d'un quart du PIB, contre 9% pour le secteur manufacturier. La production économique est dominée par l'agriculture, qui contribue au PIB à hauteur de 44%.

2. Le Gouvernement ougandais continue d'appliquer les politiques d'ajustement et de relance axées sur le marché adoptées en 1987, grâce auxquelles le taux de croissance annuel du PIB a été en moyenne de 5% et a dépassé 10% en 1994/95. Depuis 1990, l'expansion de la masse monétaire a été contenue et l'inflation maintenue au-dessous de 10%, mais la situation budgétaire du gouvernement demeure faible en raison de l'étroitesse de sa base de revenus. Les importations ont constamment dépassé les exportations, en valeur nominale, par un facteur de 1 à 2. L'agriculture fournit 90% des recettes à l'exportation, le café étant le facteur prépondérant de la balance commerciale. Le déficit est compensé par les envois de fonds des travailleurs émigrés et par les afflux de capitaux, essentiellement sous forme d'aide internationale. Ceci a permis la constitution de réserves en devises modestes, équivalant à environ cinq mois d'importations.

1 Pour renseignements supplémentaires, voir l'appendice I.



3. En 1995, la dette extérieure totale du pays se chiffrait à 3,5 milliards de USD (64% du produit national brut - PNB). Compte tenu de ses résultats économiques constants par rapport à d'autres pays de la région, l'Ouganda bénéficiera de l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés récemment approuvée et mise en place par le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale. Le FIDA participe pleinement à cette initiative destinée à aider l'Ouganda à alléger son fardeau de la dette et à accroître la capacité du gouvernement à poursuivre efficacement sa stratégie d'élimination de la pauvreté. La contribution du FIDA permettra de réduire la valeur actuelle nette de la dette nationale d'un montant équivalant à 4,16 millions de DTS.

4. **Stratégie de développement agricole.** L'Ouganda est doté de terres et de sols extrêmement productifs et de conditions climatiques favorables, en particulier dans le sud. Sur les 17 millions d'hectares de terres arables, 5 millions environ sont actuellement cultivées, chaque famille agricole disposant en moyenne de 1,6 ha de terres cultivées. L'agriculture est dominée par quelque 2,5 millions de petits paysans, qui représentent 80% de la population active et produisent plus de 90% de la production agricole et pratiquement toutes les denrées alimentaires. Malgré cette base traditionnelle, l'agriculture vivrière est en phase d'expansion, du point de vue de la superficie cultivée et de la production, et devient de plus en plus commercialisée et monétisée, le produit des ventes dépassant fréquemment les recettes tirées des cultures de rente destinées à l'exportation.

5. Les politiques et les stratégies gouvernementales actuelles pour l'agriculture portent essentiellement sur six domaines: renforcement de la recherche agricole et des services de vulgarisation; mise au point de technologies de production améliorées; amélioration des infrastructures rurales; appui à la commercialisation; crédit rural; et mise en oeuvre de politiques budgétaires appropriées. La décentralisation est au coeur de la stratégie de développement sectoriel. Afin de faire fructifier les investissements publics, le gouvernement encourage les investissements dans les infrastructures des régions présentant un potentiel de croissance appréciable. L'objectif de la politique de modernisation de l'agriculture est d'exploiter le potentiel de la base de ressources naturelles des sols relativement riches et d'un climat favorable afin d'améliorer la sécurité alimentaire des ménages et d'accroître la commercialisation de la production agricole.

B. Données d'expérience

6. L'aide du FIDA sous forme de prêts à l'Ouganda se chiffre jusqu'à présent à environ 85 millions de USD qui ont servi à financer six projets (dont un est en cours d'exécution); en outre, une aide sous forme de dons dans le cadre du Programme conjoint du Fonds de survie belge (PC.FSB), pour un montant total de 14 millions de USD, a permis de financer trois projets. Le Projet de relèvement des petites exploitations cotonnières, le Projet de développement du sous-secteur cotonnier (cofinancé avec la Banque mondiale) et le Projet de développement de la production d'huile végétale, qui vient d'être signé, visent à améliorer les revenus monétaires des petits paysans en partenariat avec le secteur privé. L'appui sous forme de don du PC.FSB et son approche ont complété et renforcé la stratégie du FIDA en apportant des ressources supplémentaires et en définissant des objectifs compatibles, qui consistaient à faire reculer la pauvreté grâce à: l'amélioration de la sécurité alimentaire et de l'état nutritionnel des ménages; et l'autonomisation des bénéficiaires par le renforcement de la capacité de gestion des affaires publiques au niveau local, en utilisant une approche entraînée par la demande, participative, axée sur les femmes et globale en matière d'utilisation des ressources. Le PC.FSB a financé deux projets de développement communautaire intégré de district (PDCID): un pour les districts de Hoima et Kibaale, approuvé en 1990, et l'autre pour le district de Masindi, approuvé en 1995. Le don destiné au Ugandan Women's Effort to Save Orphans (UWESO), approuvé en 1994, fournit un appui à une ONG locale à vocation humanitaire qui oeuvre auprès des orphelins, des veuves, des femmes et des victimes des conflits civils et du SIDA.



7. Les principaux enseignements qui se dégagent du Projet de développement communautaire intégré des districts de Hoima et Kibaale (PDCIDH-K) sont les suivants: a) le **processus de mobilisation** et de développement de la communauté a été efficace, mais les groupements d'épargne et de crédit pour les femmes et les associations subcantonales de développement intégré ont besoin de nouvelles perspectives de progrès social et économique et/ou de participation à la gestion locale des affaires publiques pour justifier leur permanence et leur permettre de contribuer au changement; b) **dans les domaines de la santé et de la nutrition**, ainsi que dans les domaines de **l'adduction d'eau et de l'assainissement et de l'amélioration des routes et des pistes**, les conditions essentielles en matière de personnel, de matériel et de ressources financières (y compris le recouvrement des coûts) et en matière d'engagement préalable des bénéficiaires doivent être réunies pour assurer l'impact et la pérennité des interventions; dans le domaine de **la santé**, une planification cohérente des soins de santé au niveau des districts et une coordination et une discipline rigoureuses chez les bailleurs de fonds sont des conditions *sine qua non* à une action efficace sur le plan des coûts; dans le domaine de **l'assainissement**, les interventions dans les écoles n'auront qu'un impact limité si les conditions d'hygiène et de salubrité familiales ne s'améliorent pas au niveau des ménages; c) les activités **d'épargne et de crédit** ont besoin d'apports supplémentaires importants en matière d'orientation, de formation et de promotion des intérêts locaux, mais le système de gestion mis en place par le Uganda Women's Finance Trust (UWFT), l'ONG locale, est viable et approprié; et d) le **développement agricole** doit être induit par la demande, être sensible aux intérêts des groupes à l'échelon des villages, utiliser les capacités des ONG et du secteur privé ainsi que celles des services de vulgarisation et doit être ancré dans la réalité de la situation financière des ménages, des contraintes budgétaires des districts et des pratiques commerciales.

C. Stratégie de collaboration du FIDA avec l'Ouganda

8. La stratégie actuelle du FIDA en Ouganda s'articule autour de quatre grands axes: a) promotion d'organisations solides de la société civile (notamment les groupements de femmes, de paysans et de producteurs) et du développement communautaire, dans une perspective d'intégration des producteurs ruraux à l'économie du pays; b) maintien de l'appui aux cultures de rente des petits paysans pour accroître les revenus familiaux, favoriser l'expansion des exportations et la substitution des importations et appui aux cultures vivrières afin d'améliorer la nutrition; c) appui sélectif et ciblé au rôle que le secteur public peut jouer dans la promotion du développement agricole et des services sociaux pour la lutte contre la pauvreté; et d) renforcement des liens entre les petits paysans et le secteur privé afin de favoriser les investissements dans la production agricole des petits exploitants et dans la transformation des produits agricoles.

9. **La stratégie du PC.FSB**, de son côté, met l'accent sur la nécessité d'adopter une approche multisectorielle et une collaboration intersectorielle à l'échelon des districts et, en particulier, aux échelons inférieurs des structures administratives locales. L'amélioration de la condition politique, sociale et économique des populations locales est considérée comme un préalable essentiel au renforcement des capacités et à l'amélioration de la gestion des affaires publiques et l'accent est en outre placé sur le rapport coût/efficacité, la reproductibilité et la pérennité des interventions entreprises dans le cadre des projets. L'action est encore essentiellement centrée sur la sécurité alimentaire et l'état nutritionnel des ménages. Les opérations bénéficiant de l'appui du FSB et du FIDA partent du principe que la clé de la hausse des revenus tirés de l'agriculture et d'autres activités économiques productives réside dans l'application efficace des notions de sécurité alimentaire des ménages et d'autonomisation des bénéficiaires, y compris la fourniture de soins de santé primaires et de services d'approvisionnement en eau et d'assainissement.



10. La politique et la stratégie de lutte contre la pauvreté du gouvernement sont énoncées dans le Plan d'action de 1997 pour l'élimination de la pauvreté. Le principal moyen de lutter contre la pauvreté consiste à accroître les revenus tirés des emplois productifs, y compris les emplois autonomes, et d'assurer la participation active de tous aux décisions de nature économique. Compte tenu de la position dominante du secteur agricole et de la propension de l'incidence et de la gravité de la pauvreté à être plus marquées en milieu rural, la priorité absolue que désigne le plan est d'accroître les revenus tirés des petites exploitations agricoles, et ceci à l'instigation des agriculteurs eux-mêmes.

11. **Appui fourni par d'autres donateurs/ONG à l'échelon des districts.** La Belgique est l'un des principaux bailleurs de fonds à l'Ouganda. Outre l'appui dispensé par le biais du PC.FSB, la Belgique a récemment conclu un accord avec le Gouvernement ougandais visant à octroyer un appui bilatéral direct aux districts de Kasese et Gulu pour des activités de développement rural. L'Irlande appuie les soins de santé communautaires, le renforcement des capacités, la remise en état des dispensaires et des rénovations dans le district de Kibaale. L'Agence danoise de développement international (DANIDA) finance actuellement un programme d'approvisionnement en médicaments des dispensaires des administrations de district. En 1991, l'Agence allemande de coopération technique (GTZ) a apporté son concours à la réfection d'environ 70 kilomètres de routes de desserte rurales. La Banque mondiale appuie elle aussi le développement communautaire à l'échelon des districts et le développement rural à l'échelon national par deux projets, qui opèrent tous deux dans le district de Hoima: le Projet pour le secteur de la santé, axé sur les maladies sexuellement transmissibles (VIH/SIDA); et le Projet de vulgarisation agricole. Le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) est associé aux efforts d'expansion du programme de vaccination et, avec le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR) à l'approvisionnement en eau potable dans les districts de Hoima et de Kibaale.

12. Un certain nombre d'ONG internationales sont actives dans les trois districts de la zone du programme. La portée de leurs actions est délimitée par rapport aux efforts procédant de l'aide publique internationale. Une ONG italienne, l'Associazione Volontari per il Servizio Internazionale ("Association des volontaires pour le service international"), a financé des soins de santé, l'approvisionnement en eau et des secours d'urgence pour les réfugiés. Deux ONG belges sont également présentes dans la région: Action pour la coopération technique (ACT) est active dans le secteur de l'élevage des districts de Hoima et Kibaale, tandis que Ingenieurs Zonder Grenzen ("Ingénieurs sans frontières") a mis au point un plan d'aménagement des ressources hydriques pour le district de Hoima. World Vision International a centré ses efforts sur la construction d'écoles primaires et d'équipements d'assainissement. Deux ONG nationales sont actives dans la zone du projet: Uganda Rural Development and Training a forgé des liens avec d'autres ONG et fournit une aide à des particuliers et à des groupes dans les domaines de l'agriculture, de la santé, de la promotion de la femme, des micro-entreprises, de l'éducation des jeunes et des technologies appropriées; et UWFT se spécialise dans l'épargne et le crédit pour les femmes et travaille actuellement avec le projet PDCIDH-K, en cours d'exécution.

13. **Justification du programme.** Les districts de Hoima, Kibaale et Kabarole comptent parmi les plus pauvres et les moins développés du pays. Plus de 90% de la population est pauvre, avec des revenus représentant moins de la moitié de la moyenne nationale, qui compte déjà parmi les plus faibles au monde. Les moins de 19 ans constituent jusqu'à 60% de la population totale. La malnutrition y est fortement répandue, l'enquête de 1994 ayant révélé que plus de 30% des enfants avaient des retards de croissance et que 18% avaient un poids inférieur à la normale. Dans les trois districts, les possibilités de gagner de l'argent sont rares, même si elles augmentent à mesure que se développent les marchés et le commerce, et l'agriculture de subsistance demeure la principale activité. Dans chacun de ces districts, les femmes jouent un rôle fondamental dans les activités productives, y compris la production végétale et animale, la transformation des produits agricoles et l'exploitation des petites entreprises ainsi que dans les activités ménagères et sociales.



14. Le projet PDCIDH-K actuellement en cours a enregistré des progrès considérables dans la création d'institutions communautaires et dans la réduction des taux de morbidité et de mortalité parmi les membres les plus défavorisés des villages des districts de Hoima et de Kibaale. Si la majorité de la population demeure dans un état de pauvreté extrême, l'intervention du projet a réussi à mettre en place des structures sociales et organisationnelles qui permettront de poursuivre les activités de développement visant à intégrer les ruraux pauvres au processus de croissance économique dont le pays a bénéficié. L'axe principal du programme portera donc sur les activités productives (notamment cultures de rente et cultures vivrières), ainsi que sur le renforcement des interventions socio-économiques dont le bilan est globalement positif. Dans le cas précis du district de Kabarole, qui n'est pas pris en compte par le projet PDCIDH-K en cours, la raison d'être du programme est de reproduire les enseignements et les expériences positives enregistrés dans les districts voisins de Kibaale et Hoima et d'en élargir la portée.

DEUXIÈME PARTIE - LE PROGRAMME

A. Zone du programme et groupe cible

15. **Zone du programme.** Le Programme proposé d'appui à l'aménagement des districts couvre trois districts contigus situés dans la région équatoriale de l'Ouganda, le long de la frontière occidentale constituée par la vallée du Rift et le lac Albert qui sépare le pays de la République démocratique du Congo (voir cartes 1 et 2). Les districts de Hoima et Kibaale sont couverts par le Projet de développement communautaire intégré de district (PDCID) en cours d'exécution avec l'aide du FIDA et du FSB; Kabarole est un district voisin qui bénéficiera de l'extension des activités du programme.

16. **Le district de Hoima** couvre environ 5 750 km² avec une population de 250 000 habitants et une densité démographique de 43 habitants au km², nettement inférieure à la moyenne nationale qui est de 85. Le district comprend deux cantons, 11 sous-cantons, 44 paroisses et 478 villages. **Le district de Kibaale** couvre une superficie de 4 300 km², compte 274 000 habitants, avec une densité de population de 63 h/km² et une population qui augmente plus rapidement que celle de Hoima, en partie en raison de l'arrivée de colons provenant de l'ancienne zone forestière nationale. Le district comprend trois cantons, 18 sous-cantons, 72 paroisses et 727 villages. **Le district de Kabarole** est situé au sud du district de Kibaale et il est relativement important, puisqu'il couvre une superficie de 8 360 km² mais il est aussi isolé et un peu moins développé que les deux autres. La population y est estimée à 840 000 habitants (à 94% rurale) avec une densité de 100 habitants au km², répartie dans six cantons et dans la municipalité de Fort Portal, et dans 32 sous-cantons et 163 paroisses.

17. La plupart des terres sont occupées en vertu des lois coutumières d'héritage et les agriculteurs jouissent habituellement de droits permanents pour les petites exploitations qu'ils cultivent. Les colons, les jeunes agriculteurs sans terre et les femmes ont parfois de la difficulté à obtenir des terres à proximité des villages, ailleurs pourtant celles-ci ne manquent pas, puisque moins de 20% des terres arables sont effectivement cultivées. La taille des propriétés varie de 0,5 ha à 10 ha, la moyenne étant de 2,5 ha. Dans les trois districts, le principal système d'exploitation est le système occidental banane-café-élevage bovin. La culture intercalaire du café et des bananes est souvent pratiquée, tandis que le maïs est de plus en plus cultivé comme culture de rente secondaire. Le manioc, le haricot, l'arachide et la patate douce sont des cultures vivrières de base, mais sont également produits pour la vente. Dans certaines régions limitées de la zone du programme, des systèmes d'exploitation secondaires sont pratiqués: système banane-mil-coton et café de montagne-banane-coton-céréales-thé, ce dernier étant pratiqué dans l'ouest du district de Kabarole.



18. **Groupe cible.** Les femmes et les enfants démunis ou à risque demeureront le principal groupe cible, mais les activités du programme dans le développement des communautés, de l'agriculture et des entreprises auront une portée plus large permettant d'y inclure les petits paysans pauvres, les pêcheurs et les marchands. Le groupe cible se composera d'environ 105 000 ménages dans les districts de Hoima et Kibaale et d'environ 150 000 ménages dans le district de Kabarole, dont 90% environ de familles agricoles. Si tous ces ménages pouvaient bénéficier d'une ou plusieurs interventions du programme, notamment de l'amélioration des infrastructures et des services à l'échelon des paroisses et des sous-cantons, ce sont environ 20% de la population, soit ceux désireux et capables de participer aux principales interventions productives, qui profiteraient des principales retombées.

19. Les actions de sensibilisation et de mobilisation dans le cadre du PDCIDH-K ont permis de créer et de former de nombreux groupements, y compris les ASDI, les groupes féminins d'épargne et de crédit, les comités de développement subcantonaux, les comités de gestion des centres de santé, les comités de gestion des sources d'eau et les comités de santé à l'échelon des villages et des écoles. Ces groupes et comités locaux ont déjà assumé la responsabilité de promouvoir la participation de la communauté à l'identification, la planification, la mise en place, la gestion et l'exploitation des services sociaux et des installations communales. Jusqu'à présent, les femmes sont à la fois les principales bénéficiaires et les chevilles ouvrières de ce processus, mais leur influence demeure limitée dans les sphères officielles de la gestion locale des affaires publiques et elles ne sont pas encore parvenues à réaliser tout leur potentiel pour faire progresser la sécurité financière des ménages.

B. Objectifs du projet

20. Le principal **objectif** du programme de six ans est d'atténuer la pauvreté chronique qui est répandue dans toute la zone du programme. Plus précisément, le programme visera à: a) augmenter les revenus des ménages et des ruraux; b) continuer d'améliorer l'état de santé générale de la population; c) améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition; d) accroître la participation des agriculteurs à la monétisation de l'économie rurale; et e) améliorer la gestion locale des affaires publiques. Dans le cas du district de Kabarole, qui n'a pas encore bénéficié d'une aide au développement intégrée et fondée sur des interventions à l'échelon local, les principaux objectifs des activités du programme seront de mettre en place les structures sociales et le cadre institutionnel nécessaires au développement économique; de diminuer les taux de mortalité et de morbidité, notamment chez les femmes et les enfants qui représentent les segments les plus défavorisés de la communauté; d'améliorer l'état nutritionnel et sanitaire; et de fournir des possibilités et des moyens d'accroître les revenus agricoles et non agricoles.

21. La **stratégie** du programme s'appuie sur les axes suivants: a) promotion des activités directement productives et rémunératrices dans l'agriculture et les pêches, la transformation et le commerce des produits, pour lesquelles un groupe communautaire élargi et le mouvement des ASDI ainsi que des opérations d'épargne et de crédit seront les principaux catalyseurs et mécanismes de soutien; b) renforcement et élargissement de la couverture des mesures socio-économiques et de protection sociale concluantes, en mettant l'accent sur la santé et la nutrition infantiles et l'approvisionnement en eau et l'assainissement des écoles; c) renforcement de l'éducation sanitaire, pour laquelle la dotation en personnel et les fournitures devront être assurées; d) recentrage de l'approche suivie, par exemple, par les services de vulgarisation agricole et par l'Institut agricole du district de Bulindi, où le *modus operandi* traditionnel n'a pas jusqu'à présent donné les résultats escomptés; e) mobilisation des capacités non seulement de toutes les administrations de district, mais également des ONG et des agents du secteur privé, lorsque ceux-ci possèdent les compétences spécialisées, l'intérêt et la capacité de coopérer nécessaires; et f) poursuite des efforts de développement du potentiel et de renforcement des organisations communautaires et des institutions



locales jusqu'au niveau des districts, notamment en ce qui concerne leur viabilité financière. Pour que les communautés puissent assurer la pérennité des services et des installations de développement, la stratégie du programme comprendra également des mécanismes de partage et de recouvrement des coûts pour la prestations de services. Les activités qui peuvent être exécutées par des agents du secteur privé ou par des ONG leur seront confiées en sous-traitance par les autorités du district.

C. Composantes

22. Le programme comportera les sept composantes suivantes, qui seront mises en oeuvre sur une période de six ans: a) développement communautaire; b) financement rural; c) santé et nutrition; d) approvisionnement en eau et assainissement; e) routes de desserte rurale; f) développement agricole; et g) renforcement des capacités de gestion et renforcement des institutions.

23. **Développement communautaire.** Cette composante comportera trois sous-éléments: a) **appui à la mobilisation communautaire**, pour permettre à environ 1 200 organisations et groupes communautaires de devenir fonctionnels, soudés et capables de mettre en oeuvre des programmes et des plans conçus à l'échelon local et d'améliorer le niveau de vie de leurs membres; b) **perfectionnement des compétences socio-économiques**, ce qui concernera environ 90 000 personnes et leurs dirigeants locaux afin d'accroître leur capacité à conduire leurs propres affaires et à contribuer à la vie de la communauté; et c) **appui à la planification à l'échelon du district** visant particulièrement les chefs des communautés des villages, des paroisses et des sous-cantons, les élus et d'autres notables pour mieux les familiariser avec le processus de planification et d'exécution participatives.

24. **Financement rural.** Cette composante comprendra quatre sous-éléments: a) **développement de systèmes financiers** visant à promouvoir les ASDI au rang d'institutions de microfinancement reconnues et efficaces et à mettre en place au moins une ASDI fonctionnelle dans chaque sous-canton pour assumer les fonctions d'octroi de prêts et de gestion du crédit de façon viable et durable pour des groupes communautaires dûment constitués; b) le **crédit complémentaire**, portant sur quelque 2 200 prêts à court terme et 200 prêts à moyen terme par an; c) **l'appui à l'UWFT** pour garantir une gestion et administration efficaces et rentables des systèmes de crédit dont cette ONG est chargée; et d) la **formation des bénéficiaires**, notamment les groupes et comités communautaires, les ASDI et les agents du changement, afin d'accroître leurs compétences et d'améliorer leur gestion comme en attesteront leur stabilité et leurs résultats financiers.

25. **Santé et nutrition.** Cette composante comprend quatre sous-éléments: a) **équipements de santé**, notamment la remise en état ou la construction de six centres de santé en collaboration avec les communautés; b) **renforcement des capacités en matière de gestion sanitaire**, notamment la formation du personnel et des communautés pour leur garantir l'accès à des services de santé efficaces et abordables et parvenir à une réduction appréciable de la mortalité et de la morbidité chez les nourrissons, les enfants et les mères et de l'incidence et de la gravité de la malnutrition et des principales maladies; c) **création d'un fonds de roulement** pour la distribution de médicaments afin que l'on trouve dans tous les centres de santé relevant de chaque administration de district les médicaments essentiels à un prix abordable; et d) **assistance technique** afin d'améliorer la planification, la gestion et la supervision des services et des systèmes d'information sanitaire des districts ainsi que le contrôle et la rentabilité des services de santé.

26. **Approvisionnement en eau et assainissement.** Cette composante comporte deux sous-éléments: a) **approvisionnement en eau**, soit le forage et l'entretien de 220 puits tubulaires et l'installation de 80 citernes de captage de l'eau de pluie dans 80 villages, 47 écoles primaires et 18 centres de santé; et b) **l'assainissement**, notamment l'appui aux communautés et aux villageois pour



l'installation de 400 fosses d'aisance améliorées et de 6 000 installations d'évacuation des matières de vidange, en particulier dans les écoles et centres communautaires.

27. **Routes de desserte rurale.** Cette composante contribuera à l'amélioration des voies de communication par et pour les communautés locales, les travaux étant pour l'essentiel réalisés par les bénéficiaires avec l'aide du Service des travaux publics du district. Elle sera exécutée en trois volets: a) **routes et pistes**, soit la remise en état/la construction de quelque 1 430 kilomètres de routes et pistes d'accès, de 35 kilomètres de routes de desserte, de 240 ponceaux/ouvrages de franchissement des marécages et de dix ponts; b) **appui aux services des travaux publics des districts**, pour accroître leur mobilité et leurs compétences, notamment en matière de maîtrise des travaux routiers, de planification et d'utilisation des ressources ainsi que leur capacité à appuyer de façon générale les initiatives des communautés pour la construction des routes; et c) **construction d'une route d'accès aux rives du lac Albert** afin d'exploiter le potentiel de développement économique et social de cette région, qui compte environ 7 500 familles qui pratiquent la pêche, la transformation du poisson et d'autres activités commerciales liées au lac.

28. **Développement agricole.** Cette composante devrait renforcer les services de vulgarisation agricole pour qu'ils répondent davantage aux besoins des agriculteurs par une meilleure adéquation à la demande, des pratiques culturales améliorées et la promotion des activités d'élevage, de pêche et d'apiculture liées à la ligne de crédit complémentaire prévue dans la composante financement rural. Cette composante comprendra quatre sous-éléments: a) **réorientation des services de vulgarisation**, notamment des efforts intensifs de sensibilisation des vulgarisateurs et des communautés en étroite liaison avec la composante relative au développement communautaire et l'amélioration de la mobilité et des moyens opérationnels afin d'accroître l'efficacité des services de vulgarisation et de faciliter l'amélioration des systèmes de production; b) **formation et appui à la gestion**, grâce à la fourniture d'une assistance technique pour le développement des systèmes et grâce à la formation des agriculteurs, des communautés et du personnel afin de mettre en place un dispositif de vulgarisation efficace doté d'un personnel en mesure de répondre aux besoins concrets du terrain; c) **appui à la production**, notamment la distribution de matériel végétal exempt de maladies et à haut rendement pour la production de café, de bananes, de manioc et de patates douces et l'appui à la production des secteurs de l'élevage, de l'apiculture et de la pêche; et d) **appui aux organisations agricoles de district**, notamment à l'Institut agricole du district de Bulindi, aux ONG et à d'autres institutions du secteur public et du secteur privé auxquels seront confiées par contrat des activités de démonstration et de formation des agriculteurs, notamment dans les domaines des techniques d'utilisation des boeufs de labour, de la pisciculture, de l'apiculture et de la sériciculture.

29. **Renforcement de la capacité de gestion et des institutions.** La composante relative au renforcement de la capacité de gestion comportera quatre sous-éléments: a) **appui aux administrations de district pour l'exécution** des activités afin d'intégrer le programme à un système efficace de planification et d'exécution des interventions à l'échelon des districts; b) **renforcement des capacités** à l'échelon des sous-cantons et des paroisses, notamment pour l'orientation, la sensibilisation et la formation des groupements et comités communautaires, des dirigeants des conseils locaux et des dirigeants communautaires, afin d'aider les bénéficiaires et leurs représentants à mieux comprendre et à mieux participer à la planification et à l'exécution des activités de développement; c) **mobilisation des recettes à l'échelon des paroisses**, afin d'accroître le flux des recettes fiscales provenant des taxes, droits de licence, notamment aux échelons administratifs inférieurs où sont retenues 65% des recettes; et d) **amélioration des fonctions de suivi et d'évaluation** pour que le système soit simple et d'utilisation facile afin d'en améliorer la gestion et de pouvoir en mesurer véritablement l'impact.

D. Coûts et financement du projet

30. Le coût total du programme est estimé à 20,7 millions de USD (y compris les taxes, droits et provisions pour imprévus). Ce montant sera financé par un prêt du FIDA de 12,6 millions de USD (61% du coût total du programme), par un don du FSB de 5,6 millions de USD (26,8%), par une contribution du gouvernement de 1,6 million de USD (7,5%) et par une contribution des bénéficiaires représentant l'équivalent de 0,9 million de USD (4,7%), essentiellement sous forme de main-d'oeuvre fournie par la communauté. La ventilation des coûts par district est la suivante: Hoima, 7,891 millions de USD (y compris certains coûts communs/centraux); Kibaale, 6,675 millions de USD; et Kabarole, 6,078 millions de USD². Sur ce total, l'élément devises représente 6,561 millions de USD (32% du coût total) et les droits et taxes 0,525 million de USD. Les coûts d'investissement représentent 78% des coûts de base, les principaux postes correspondant aux travaux de génie civil et au matériel destiné aux équipements sociaux (25%), suivis par les véhicules, l'équipement d'approvisionnement en eau/d'assainissement et autre matériel (22%) et par la formation, l'assistance technique et les études (21%). Les coûts du programme et le plan de financement sont résumés aux tableaux 1 et 2 et à l'annexe V.

TABLEAU 1 - RÉSUMÉ DES COÛTS DU PROJET^a
(en milliers de USD) ou (en millions de USD)

Composantes	Monnaie locale	Devises	Total	% en devises	% des coûts de base
Développement communautaire	1,318	0,862	2,180	40	12
Finances rurales	2,489	0,307	2,796	11	15
Santé et nutrition	0,847	0,612	1,459	42	8
Eau et assainissement	2,218	1,675	3,894	43	21
Routes rurales	2,355	0,792	3,147	25	17
Développement agricole	1,619	0,581	2,202	26	12
Création de capacité de gestion	1,673	0,968	2,642	37	14
Coût de base total	12,521	5,799	18,320	32	100
Provision pour aléas d'exécution	0,786	0,466	1,252	37	7
Provision pour aléas financiers	0,775	0,296	1,071	28	6
Coût total du projet	14,083	6,561	20,644	32	113

^a Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

⚡ Do not delete this section break - it contains information about the PORTRAIT section above ⬆

² La ventilation des coûts pour le district de Kabarole est provisoire et doit être vérifiée à la lumière d'une évaluation des besoins.

TABLEAU 2 - PLAN DE FINANCEMENT^a
(en milliers de USD) ou (en millions de USD)

Composantes	Gouvernement		FIDA		FSB		Bénéficiaires		Total		Devises	Monnaie locale (taxes exclues)	Taxes et droits
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%			
Développement communautaire	0,260	10,4	1,901	76,3	-	-	0,330	13,3	2,491	12,1	0,992	1,422	0,075
Finances rurales	0,055	1,8	2,995	98,2	-	-	-	-	3,051	14,8	0,342	2,666	0,043
Santé et nutrition	0,191	16,1	-	-	1,306	75,7	0,135	8,3	1,632	7,9	0,681	0,887	0,063
Eau et assainissement	0,198	6,0	-	-	4,277	93,8	0,011	0,2	4,436	21,5	1,853	2,454	0,129
Routes rurales	0,149	4,1	3,209	88,4	-	-	0,271	7,5	3,629	17,6	0,940	2,642	0,046
Développement agricole	0,366	15,0	1,851	75,7	-	-	0,228	9,3	2,445	11,8	0,659	1,708	0,079
Création de capacité	0,328	11,1	2,632	88,9	-	-	-	-	2,960	14,3	1,094	1,775	0,090
Total des décaissements	1,548	7,5	12,588	61,0	5,533	26,8	0,974	4,7	20,644	100,0	6,561	13,557	0,525

^a Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

⏴ Do not delete this section break - it contains information about the LANDSCAPE section above ⏵



PORTRAIT [page](#)

E. Passation des marchés, décaissements, comptabilité et vérification des comptes

31. La **passation des marchés** de biens et de travaux se fera conformément aux directives du FIDA, tandis que les marchés de services de consultation seront passés conformément à des procédures agréées par le Fonds. Les marchés concernant des biens d'une valeur de 150 000 USD ou plus seront passés par voie d'appel à la concurrence internationale. Les marchés pour les articles coûtant plus de 20 000 USD mais moins de 150 000 USD et les marchés de travaux de génie civil seront passés par voie d'appel à la concurrence locale. Les marchés d'une valeur inférieure à 20 000 USD seront passés par consultation locale/internationale des fournisseurs. Les dépenses récurrentes additionnelles, y compris les salaires, les indemnités et autres frais d'exploitation, seront effectuées conformément aux procédures gouvernementales applicables.

32. La contribution FIDA/FSB aux coûts du programme sera **décaissée** sur une période de six ans. Les fonds du programme seront décaissés pour toutes les dépenses admissibles (à l'exclusion des taxes et des droits) sur présentation de toutes les pièces justificatives habituelles du FIDA, sauf dans le cas suivants: a) les marchés d'une valeur inférieure à l'équivalent de 50 000 USD concernant des biens ou des travaux, ou les contrats avec des cabinets de consultants; et b) des remboursements d'un montant inférieur à l'équivalent de 25 000 USD pour des contrats de consultants recrutés à titre individuel et pour la formation locale qui seront tous effectués contre présentation des états de dépenses certifiés. Compte tenu des problèmes de coûts récurrents auxquels le gouvernement est confronté et de la nécessité d'assurer la poursuite des activités, le programme financera: 100% des coûts récurrents au cours de la première et de la deuxième année du programme, pour ramener ensuite graduellement le chiffre à 80% au cours de la troisième et de la quatrième année, à 50% la cinquième année et à 30% la sixième année. La date de clôture du prêt est fixée au 30 juin 2005.

33. Les **comptes** suivants seront établis: a) un compte spécial pour chacune des trois administrations de district, en dollars des États-Unis, dans une banque commerciale accréditée et dans des conditions et selon des modalités acceptables pour le FIDA afin de financer toutes les activités du programme approuvées, à l'exception du crédit complémentaire; b) un quatrième compte spécial, également en dollars des États-Unis, pour mettre en place un fonds de crédit renouvelable géré par le Ministère des collectivités locales et qui sera utilisé uniquement à titre d'avance à l'UWFT pour l'octroi de prêts aux ASDI et aux groupes de femmes; et c) deux comptes du programme en shillings ougandais, gérés par chacune des trois administrations de district dans lesquels seront versés, respectivement, la contribution au titre des fonds de contrepartie du gouvernement et les virements en monnaie locale des comptes spéciaux. Le dépôt initial dans chacun des comptes spéciaux sera de 400 000 USD. Tous les comptes seront assujettis à une vérification annuelle et indépendante effectuée par des commissaires aux comptes nommés par le Vérificateur général de l'Ouganda et agréé par le FIDA. Les comptes vérifiés et les états financiers seront transmis au FIDA dans les six mois qui suivent la fin de chaque exercice financier.

F. Organisation et gestion

34. **Gestion générale.** La responsabilité générale de l'exécution du programme à l'échelon national incombera au Ministère des collectivités locales, tandis qu'à l'échelon des districts l'exécution sera confiée aux conseils locaux par l'entremise de l'administration de leur district respectif. En raison de la nature intégrée du programme et des intérêts sectoriels nombreux, le Comité interministériel des politiques jouera un rôle consultatif et fournira des orientations en matière de politique générale et de stratégie. Chaque comité de planification technique de district (CPTD), composé des chefs des différents services, sera présidé par l'administrateur en chef, qui représentera la plus haute autorité pour la gestion des activités du programme et sera responsable des résultats obtenus. Pour aider l'administrateur en chef dans l'exécution au jour le jour des composantes et des activités du



programme, un responsable de la planification pour le district sera nommé coordonnateur du programme. Un comptable du programme sera désigné et chargé de la gestion des comptes spéciaux et des comptes du programme.

35. **Exécution du programme et participation.** Le programme sera mis en oeuvre par le biais des plans de travail et budget annuels approuvés. Au sein de l'administration de chaque district, les services pertinents auront la responsabilité directe des activités de développement liées à chaque composante du programme:

- a) dans le cas précis du **développement communautaire**, les activités seront mises en oeuvre par l'entremise des services de développement communautaire en collaboration avec les groupes et comités communautaires et les agents du changement - les bénévoles de la communauté qui font le lien entre leur communauté et les structures formelles de développement;
- b) la supervision et le contrôle au jour le jour des activités **d'épargne et de crédit** pour les bénéficiaires incomberont aux groupes eux-mêmes avec, selon les besoins, l'aide du personnel des services de développement communautaire et des agents de changement. Chaque ASDI sera supervisée par un comité. L'UWFT fournira une orientation générale aux ASDI et aux groupes de bénéficiaires pour leurs activités et leur développement et administrera le fonds de crédit renouvelable;
- c) l'exécution des **services de santé** sera placée sous l'égide et la coordination de l'équipe de santé de district qui élaborera des plans annuels de santé reflétant les apports des organismes opérationnels, des ONG et d'autres donateurs associés à l'exécution des services sanitaires dans le district. À l'échelon des communautés, les comités de santé villageois et les comités de gestion des centres de santé seront étroitement associés à la planification des activités communautaires de soins de santé primaires. À l'échelon des villages, les agents de santé villageois, les sages-femmes traditionnelles et les membres des comités sanitaires des écoles représenteront les communautés pour ce qui est de la définition de leurs besoins dans ce domaine;
- d) à l'échelon subcantonal, le Comité de développement subcantonal sera responsable des activités en matière **d'approvisionnement en eau et d'assainissement**. À l'échelon des paroisses, les autorités identifieront les problèmes locaux d'approvisionnement en eau et d'assainissement et formuleront des plans de développement avec l'apport des communautés, par l'entremise des comités de développement paroissiaux. À l'échelon des villages, les comités des ressources en eau, d'autres groupes d'utilisateurs et des membres de la communauté géreront, exploiteront et entretiendront les sources d'approvisionnement en eau. Des mécaniciens seront formés à l'échelon des districts pour l'entretien des pompes et, à leur tour, formeront des préposés aux pompes à l'échelon des paroisses et des villages, ces derniers étant nommés par les communautés par l'entremise des comités des ressources en eau. Le forage des puits sera effectué par des entrepreneurs privés;
- e) à l'échelon du district, le Service des travaux publics sera chargé du **développement du réseau routier**, les priorités étant fixées et le travail supervisé par le Comité de gestion paroissial ainsi que par le Comité de développement subcantonal à l'échelon de la paroisse et du sous-canton respectivement. Les communautés seront étroitement associées à l'établissement des priorités pour les travaux routiers et contribueront financièrement au moulage des ponceaux et fourniront la main-d'oeuvre pour le chargement et la pose de ces ouvrages; et



- f) le Service de la production sera chargé de l'exécution de la **composante développement agricole** et fera le plus possible appel aux ONG et aux institutions du secteur privé, selon des modalités contractuelles pour des activités spécifiques, notamment pour la fourniture de matériel végétal exempt de maladies.

36. **Suivi et évaluation.** Les unités de planification des différentes administrations de district seront chargées d'assurer le **suivi** des progrès et de l'impact des activités. Le suivi du programme se fera à trois niveaux: a) sur le terrain, là où les activités à l'échelon des communautés et des villages sont exécutées, avec la participation des agents du changement, du personnel des services de développement communautaire, des vulgarisateurs et de tous les organismes participants qui devront assurer le suivi de leurs activités respectives; b) à l'échelon des sous-cantons et des cantons, le personnel administratif constituera un point de convergence pour recueillir les données enregistrées sur le terrain; et c) à l'échelon des districts, où les données seront rationalisées, vérifiées et transmises au coordonnateur du programme et à l'administrateur en chef. Les résultats du suivi des activités constitueront une base solide pour des rapports trimestriels, semestriels et annuels.

37. **L'évaluation** du programme reposera en partie sur les données accumulées et analysées au cours des opérations de suivi périodiques, mais, surtout sur la mesure de l'impact effectuée lors de l'examen à mi-parcours, qui aura lieu au cours de la troisième année du programme, et lors de la clôture des concours financiers des bailleurs de fonds à la fin de la sixième année. Une étude de référence couvrant la zone du programme sera réalisée avant le début des activités sur le terrain afin de fournir des bases concrètes pour une évaluation de l'impact.

G. Justification économique

38. La production de café, de bananes et, à un degré moindre, de manioc et de patates douces augmentera. Cette production végétale trouvera des débouchés à l'intérieur des districts, à Kampala et dans les autres grandes agglomérations ainsi que sur les marchés d'exportation. La production additionnelle résultant des interventions dans le secteur des pêches et de l'élevage sera également absorbée à l'échelon local et devrait améliorer la qualité de l'alimentation. On prévoit un impact financier appréciable des activités productives sur les revenus des ménages et sur le rendement de la main-d'oeuvre. Par exemple, l'élevage et les petites activités rémunératrices devraient ajouter respectivement environ 438 000 et 90 000 shillings ougandais par an au budget familial. De la même façon, les interventions du programme portant sur la culture du café et de la banane entraîneront des augmentations de 40 et 36% respectivement des revenus des ménages. Le rendement de la main-d'oeuvre familiale pour le café et la banane devrait également augmenter de 44% et 28%, respectivement, grâce à l'intervention du programme.

39. L'analyse économique des activités du programme est limitée aux avantages directs facilement quantifiables, notamment la production de café, de banane, de manioc et de patates douces et les petites entreprises; les avantages secondaires et les retombées des interventions sociales n'ayant pas été quantifiées. Les flux nets de coûts et d'avantages donnent un taux de rentabilité économique de 12% (voir annexe VII). L'amélioration de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement bénéficiera à 40 villages du district de Hoima comptant environ 35 000 habitants, ainsi qu'à 11 écoles primaires de plus de 5 000 élèves et à 15 centres de santé. Dans le district de Kibaale, de 32 000 à 36 000 personnes, 26 écoles soit 13 000 élèves et trois centres de santé bénéficieront de ces améliorations. En plus de diminuer l'incidence des maladies transmises par l'eau et de fournir des possibilités d'emploi pour les membres de la communauté et les commerçants, cette intervention allégera considérablement la charge de travail, notamment celle des femmes, pour l'accès à une eau salubre. Dans les seuls districts de Hoima et de Kibaale, l'amélioration des routes rurales apportera des avantages à une centaine de villages représentant une population d'environ 75 000 personnes. Cela permettra également d'améliorer l'accès aux marchés, aux services de santé, aux écoles et autres



équipements sociaux et d'améliorer l'encaissement des recettes. L'augmentation de la production de café, de bananes et de manioc se traduira par une expansion de l'assiette fiscale, puisque l'on estime que les recettes de la taxe à taux progressif pour ces seuls districts augmenteront chaque année d'environ 600 millions de shillings ougandais.

H. Risques

40. Les principaux risques associés au programme et les mesures d'atténuation incorporées à sa conception sont notamment les suivants: a) le manque de capacité d'exécution efficace et effective des administrations de district et des conseils locaux en aval, un risque atténué par les dispositions prises en matière de formation, d'orientation, de ressources d'appoint pour couvrir les frais d'exploitation, d'indemnités incitatives et de supervision intensive du programme; b) la faiblesse de la coordination et de la gestion et la dilution de l'impact du programme en raison du manque de compétences du personnel des services et des responsables des conseils locaux, un risque atténué par l'inclusion d'actions de formation portant sur la gestion et l'encadrement; c) la difficulté à attirer et à garder du personnel qualifié; à cet égard, les activités de formation, de réorientation et d'appui intégré aux composantes du programme seront utiles; d) le degré d'assimilation de certaines des activités techniques sera peut-être inférieur aux prévisions; on pourra remédier à ces carences en mettant l'accent sur une participation reposant sur la réussite des activités de constitution de groupes et de réorientation de la vulgarisation agricole, et par la présence active des ONG et des organismes du secteur privé; et e) des politiques de partage et de recouvrement des coûts qui risquent de demeurer lettre morte: il s'agit d'un domaine délicat actuellement à l'étude par le gouvernement; dans le cas précis des interventions du programme, les principaux investissements dépendront de l'engagement de la communauté et son acceptation d'une participation réaliste aux coûts.

I. Impact sur l'environnement

41. On prévoit que les activités du programme auront un effet net positif sur l'environnement. Les augmentations prévues de la productivité agricole proviendront essentiellement de l'utilisation de cultivars améliorés et de meilleures pratiques culturales, avec un recours négligeable aux produits agrochimiques. Les mesures prises en matière de soins de santé, d'approvisionnement en eau et d'assainissement rendront l'environnement plus propre et plus sûr et diminueront les problèmes de contamination des eaux de surface et des eaux souterraines. L'apparition probable de problèmes de drainage et d'envasement, résultant de défauts dans la construction ou la réfection des routes de desserte et des pistes d'accès, sera compensée par une formation appropriée dispensée aux communautés et aux entrepreneurs associés au développement des routes rurales. De toute manière, le programme ne prévoyant l'aménagement que de 35 kilomètres de routes de desserte et 1 430 kilomètres de pistes d'accès, le risque d'effets négatifs graves sur l'environnement est minime.

J. Aspects novateurs

42. Les aspects novateurs du programme sont notamment les suivants: a) le partenariat FIDA/FSB et la complémentarité des axes stratégiques des deux institutions ont permis à la conception du programme d'aborder le développement des communautés rurales et des bénéficiaires pauvres en ressources d'une façon beaucoup plus complète et globale que cela n'aurait été possible autrement; b) à l'exception du district de Kabarole, qui n'est pas pris en compte dans le cadre du projet PDCIDH-K en cours d'exécution, le programme aura l'avantage de permettre, à un degré très poussé, la mobilisation, la sensibilisation, la formation et la constitution de groupes ainsi que d'autres activités de renforcement des capacités communautaires qui accéléreront le rythme de son exécution; et c) les rôles fondamentaux joués par des ONG locales comme l'UWFT et les ASDI, les agents du changement et d'autres groupes communautaires permettront d'utiliser de façon optimale les connaissances, les ressources, les compétences et les aptitudes existantes pour l'exécution du



programme; dans ce contexte, la perspective réelle d'aider plusieurs ASDI à devenir des intermédiaires financiers ruraux accrédités représente effectivement une innovation.

43. Les caractéristiques du programme reflètent l'essence de la **stratégie institutionnelle** du FIDA. D'entrée de jeu, le programme a été formulé en donnant une large place à la consultation et à la participation, associant le gouvernement central, les services opérationnels des administrations de district, les responsables des conseils locaux, les ONG, les communautés de bénéficiaires et d'autres organismes donateurs et parties prenantes. Ce processus se poursuivra au stade de l'exécution, qui s'appuiera sur la participation des bénéficiaires pour ce qui est du choix, de la planification, de l'exécution et du suivi des activités du programme par le biais de partenariats avec des organismes d'exécution choisis en fonction de leurs compétences et de leurs résultats. Pour garantir que la phase d'exécution reste bien axée sur ses objectifs, les administrations de district seront renforcées et devront respecter et utiliser les mécanismes que constituent le cadre logique et les programmes de travail et budget annuels pour la planification, l'exécution, le suivi et l'évaluation des activités du projet.

TROISIÈME PARTIE - INSTRUMENTS JURIDIQUES ET AUTORITÉ

44. Un accord de prêt entre la République de l'Ouganda et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le prêt proposé sera consenti à l'Emprunteur. Un résumé des garanties supplémentaires importantes incluses dans l'accord de prêt négocié est joint en annexe.

45. La République de l'Ouganda est habilitée, en vertu de ses lois, à contracter un emprunt auprès du FIDA.

46. Il m'est acquis que le prêt proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA.

QUATRIÈME PARTIE - RECOMMANDATION

47. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le prêt proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: Que le Fonds fera à la République de l'Ouganda un prêt en diverses monnaies d'un montant équivalant à neuf millions cinq cent mille droits de tirage spéciaux (9 500 000 DTS) venant à échéance le 15 mai 2038 et avant cette date. Ce prêt sera assorti d'une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an et sera régi par toutes autres modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions présentées au Conseil d'administration dans le présent Rapport et recommandation du Président.

Le Président
Fawzi H. Al-Sultan



RÉSUMÉ DES GARANTIES SUPPLÉMENTAIRES IMPORTANTES INCLUSES DANS L'ACCORD DE PRÊT NÉGOCIÉ

(Négociations de prêt conclues le 22 juillet 1998)

1. Le Gouvernement de la République de l'Ouganda (ci-après dénommé le Gouvernement) mettra les fonds du prêt du FIDA à la disposition de l'UWFT, qui à son tour mettra ces fonds à la disposition des ASDI participantes afin de financer les activités de crédit à court et à moyen terme au titre de la composante financement rural du programme, conformément aux modalités et conditions spécifiées dans l'accord de prêt. Aux fins des activités de crédit à court et à moyen terme, le Gouvernement conclura un accord de prêt subsidiaire avec l'UWFT et fera en sorte que l'UWFT en fasse de même avec chacune des ASDI participantes. Le Gouvernement supportera le risque de change aux termes de l'accord subsidiaire.
2. Pendant l'exécution du programme, le Gouvernement et le FIDA réviseront conjointement à intervalles réguliers les taux d'intérêt à appliquer aux prêts consentis sur les fonds du prêt. Le Gouvernement prendra telles mesures conformes à ses politiques qui pourraient se révéler nécessaires pour harmoniser ses taux avec la politique du FIDA en matière de taux de rétrocession.
3. Le Gouvernement veillera à ce que l'UWFT et chacune des ASDI participantes réduisent au minimum leurs coûts d'exécution des activités de crédit à court et à moyen terme, en tant qu'ils affectent sa marge d'écart d'intérêts.
4. Le Gouvernement, en concertation avec le FIDA, fera en sorte que l'UWFT établisse et maintienne, dans une banque commerciale agréée par le FIDA, un fonds renouvelable de crédit pour le programme pour y déposer le principal et les intérêts, nets de dépenses administratives et autres, reçus sur les crédits octroyés par l'UWFT aux ASDI. Les ASDI rétrocéderont à leur tour les fonds reçus au titre des crédits accordés aux groupements et aux bénéficiaires du groupe cible sur les fonds du prêt affectés au fonds renouvelable de crédit. Les ressources disponibles sur le fonds renouvelable seront utilisées par l'UWFT pour étendre les facilités de crédit conformément aux dispositions de l'accord de prêt.
5. Le Gouvernement veillera à ce que l'UWFT adopte et applique un règlement en matière de crédit pour les activités de crédit à court et moyen terme du programme, et s'assurera que l'UWFT veille à ce que les ASDI participantes en fassent de même. Le règlement en matière de crédit de l'UWFT doit être agréé par le FIDA; il s'appliquera aux crédits qui seront accordés aux bénéficiaires du programme sur les fonds du prêt.
6. En vue de dégager des fonds pour les activités de crédit à court et moyen terme du programme, le MCL établira un compte spécial (Compte spécial fonds de crédit).
7. a) Le Gouvernement fera en sorte que les administrations locales de district (ALD) de Hoima, Kibaale et Kabarole ouvrent et maintiennent chacune, dans une banque commerciale agréée par le FIDA, deux comptes du programme libellés en shillings ougandais:
 - i) le premier de ces comptes ("Compte A du programme de district") sera un compte d'opérations qui servira à détenir les fonds en monnaie locale transférés du Compte spécial du district respectif pour financer la part des dépenses revenant au FIDA;



ANNEXE

- ii) le second compte (“Compte B du programme de district”) contiendra les fonds de contrepartie du Gouvernement, au sens du paragraphe 7 b) pour financer la part des dépenses revenant au Gouvernement.

b) Le Gouvernement déposera sur ses propres ressources un montant initial équivalant à vingt-cinq mille dollars des États-Unis (25 000 USD) dans chacun des trois comptes B du programme de district et les reconstituera par la suite, au moins un mois à l’avance, en y déposant les fonds de contrepartie locaux requis tels qu’estimés dans les plans de travail et budgets annuels (PTBA) des districts respectifs.

c) Les ALD des districts respectifs seront pleinement autorisées à gérer les comptes A et B du programme de district pour le district concerné.

8. Une clause additionnelle de suspension de droit du Gouvernement à effectuer des retraits sur le compte de prêt est spécifiée comme suit:

le règlement en matière de crédit de l’UWFT, ou toute disposition y relative, fait l’objet d’une suspension d’application ou d’une annulation totale ou partielle, ou d’une dérogation, ou encore d’un amendement, qui selon l’avis bien fondé du FIDA pourrait nuire matériellement aux activités de crédit à court et moyen terme du programme ou entraver le fonctionnement des structures créées dans le cadre du programme.

9. Le point suivant est spécifié comme point additionnel devant figurer dans l’opinion ou les opinions juridiques à fournir au FIDA:

le mémorandum d’accord entre le Gouvernement et l’UWFT concernant les arrangements nécessaires pour la mise en oeuvre des sous-composantes développement de systèmes financiers, appui à l’UWFT et formation des bénéficiaires de la composante financement rural du programme à force obligatoire et exécutoire en vertu des lois de la République de l’Ouganda.

10. Il ne sera effectué aucun retrait sur le compte de prêt dans le district de Kabarole tant que le Gouvernement n’aura pas terminé l’analyse des besoins du district et réalisé la conception ainsi que les modalités d’exécution des activités du programme, analyse, conception et modalités qui devront avoir l’agrément et l’approbation du FIDA.

11. Il ne sera effectué aucun retrait sur le compte de prêt pour un district particulier (c’est-à-dire Hoima, Kibaale ou Kabarole), tant:

- a) qu’un manuel d’exécution du programme pour le district en question n’aura pas été soumis au FIDA pour approbation;
- b) que le Gouvernement n’aura pas déposé sa contribution initiale de contrepartie de 25 000 USD pour le district en question dans le Compte B du programme de district;
- c) que le PTBA de district pour la première année du programme n’aura pas été préparé par le coordonnateur du programme pour le district en question, et soumis par l’intermédiaire du MCL au FIDA pour examen et approbation.



12. Il ne sera effectué aucun retrait sur le compte de prêt en ce qui concerne:
- a) les activités de crédit à court et moyen terme de la composante financement rural du programme tant que le Gouvernement, par l'intermédiaire du Ministère des finances, du plan et du développement économique (MFPDE) n'aura pas conclu avec l'UWFT un accord de prêt subsidiaire conforme aux modalités et conditions de l'accord de prêt et ayant l'agrément du FIDA;
 - b) les paiements à une ASDI pour les activités de crédit à court et moyen terme de la composante financement rural du programme, tant que l'UWFT n'aura pas conclu un accord subsidiaire de financement avec ladite ASDI;
 - c) les sous-composantes développement de systèmes financiers, appui à l'UWFT et formation des bénéficiaires de la composante financement rural du programme, tant que le Gouvernement n'aura pas conclu un mémorandum d'accord avec l'UWFT, qui rencontre l'agrément du FIDA, en vertu duquel l'UWFT doit mener à bien les activités conformément aux dispositions de l'accord de prêt.
13. La prise d'effet de l'accord de prêt est subordonnée aux conditions additionnelles suivantes:
- a) le Gouvernement, par l'intermédiaire du MFPDE, a nommé le chef de l'administration de chacun des districts, à la satisfaction du FIDA, responsable des affaires et des finances du programme dans le district;
 - b) chacune des ALD a nommé le planificateur de district possédant l'expérience voulue en matière d'exécution de projets, coordonnateur du programme dans le district;
 - c) chacune des ALD a nommé le comptable de district ou recruté un comptable compétent et expérimenté, comptable du programme pour le district, à la satisfaction du FIDA, pour travailler sous la supervision directe du chef du service financier.
14. Le Gouvernement veillera à ce que les fonds de contrepartie qu'il doit déposer dans le compte B des programmes de district à concurrence des montants indiqués dans les PTBA de district pour chaque année du programme soient débloqués en temps voulu.
15. Le Gouvernement veillera à ce que l'Organisation nationale de recherche agricole abandonne le contrôle de l'Institut agricole du district de Bulindi et de tout autre institut agricole de district dans la zone du projet dont les opérations sont susceptibles d'être commercialisées de manière viable afin qu'elle/ils devienne(nt) des entités indépendantes et auto-financées desservant divers parties prenantes et objectifs.
16. Le Gouvernement veillera à ce que:
- a) le chef de l'administration de chacun des districts fasse vérifier à la fin de chaque année budgétaire les registres et les comptes du programme (y compris les comptes spéciaux de district, les comptes A et B du programme de district, et les relevés de dépenses) par le Vérificateur général, ou tout autre vérificateur indépendant nommé par le Vérificateur général et ayant l'agrément du FIDA;



ANNEXE

- b) les rapports d'audit sur les comptes spéciaux de district, les comptes A et B du programme de district, et les relevés de dépenses pour chaque district soient soumis au FIDA sous une forme convenue dans les six (6) mois précédant la fin de chaque année budgétaire;
 - c) le chef de l'administration de chacun des districts réponde à la lettre du vérificateur dans les deux (2) mois qui suivent sa réception en indiquant les mesures qu'il a prises ou se propose de prendre eu égard aux observations y incluses.
17. Le Gouvernement veillera à ce que:
- a) le Secrétaire général du MCL fasse vérifier les registres du fonds renouvelable de crédit et les relevés de dépenses du programme;
 - b) les rapports d'audit soient préparés et soumis au FIDA selon un schéma convenu dans les six (6) mois suivant la fin de chaque année budgétaire pendant l'exécution du programme;
 - c) le Secrétaire général du MCL réponde à la lettre du vérificateur.
18. Le Gouvernement veillera à ce que les chefs de l'administration de Hoima et de Kibaale mettent à la disposition des départements d'exécution du programme dans leurs districts respectifs tous les véhicules, équipements, machines et aménagements de bureau (y compris les ordinateurs et accessoires) financés sur les fonds du Projet de développement communautaire intégré dans le district de Hoima, projet en cours financé par le Fonds de survie belge (FSB) (don du FIDA N^o 005-BG).
19. Le Gouvernement veillera à ce que le MCL présente des rapports semestriels et annuels consolidés sous une forme acceptable pour le FIDA sur la base des rapports préparés et soumis par chaque coordonnateur de programme au plus tard 30 jours après la fin de chaque semestre et 45 jours après la fin de chaque année budgétaire.
20. Le Gouvernement veillera à ce que les ministères concernés par le programme, y compris le Ministère de la santé, assistent régulièrement aux réunions du Comité interministériel des politiques.
21. Le Gouvernement veillera à ce qu'une série de préévaluations rurales participatives soient amorcées dès la prise d'effet du programme afin d'établir des indicateurs pour le suivi et l'évaluation de l'impact du programme.
22. Le Gouvernement veillera à ce que les chefs de l'administration soumettent au FIDA, par l'intermédiaire du MCL, un rapport global d'achèvement de la mise en oeuvre sous une forme acceptable pour le FIDA deux (2) mois avant la date d'achèvement du programme.
23. Le Gouvernement veillera à ce qu'à l'achèvement des activités du programme, le MFPDE prenne des mesures qui s'imposent pour répartir équitablement la valeur en capital du fonds renouvelable de crédit parmi les ASDI participant aux activités de crédit à court et moyen terme au titre de la composante financement rural du programme, et faire en sorte que ces fonds servent à appuyer les opérations desdites ASDI.
24. Le Gouvernement veillera à soumettre au FIDA pendant le dernier trimestre de la troisième année du programme, aux fins du bilan à mi-parcours, un projet de bilan à mi-parcours consolidé établi à partir des rapports élaborés localement par chacune des ALD sur l'état d'avancement de la mise en oeuvre du programme.



25. Le Gouvernement veillera à ce que l'UWFT ne rétrocède pas, ou ne continue pas à rétrocéder, des fonds à toute ASDI dont le règlement a fait l'objet d'une suspension d'application ou d'une annulation totale ou partielle, ou d'une dérogation, ou encore d'un amendement, qui selon l'avis bien fondé du FIDA, pourrait nuire matériellement aux activités de crédit à court et moyen terme menées par ladite ASDI au titre de la composante financement rural du programme.



UGANDA COUNTRY DATA

Land area (km² thousand) 1994 1/	241	GNP per capita (USD) 1995 2/	240
Population (million) 1995 1/	20	Average annual real rate of growth of GNP per capita, 1985-95 2/	2.8
Population density (population per km²) 1995 1/	96	Average annual rate of inflation, 1985-95 2/	65.5
Local currency	Uganda Shilling (UGX)	Exchange rate: USD 1 =	UGX 1 150
Social Indicators		Economic Indicators	
Population (average annual rate of growth) 1980-95 1/	2.7	GDP (USD million) 1995 1/	5 655
Crude birth rate (per thousand people) 1995 1/	49	Average annual rate of growth of GDP 1/ 1980-90	3.1
Crude death rate (per thousand people) 1995 1/	19	1990-95	6.6
Infant mortality rate (per thousand live births) 1995 1/	98	GNP per capita (USD) 1994/3	190
Life expectancy at birth (years) 1995/3	50.4	Sectoral distribution of GDP, 1995 1/	
Maternal mortality rate (per 100,000 live births) 1990/3	1 200	% agriculture	50
Number of rural poor (million) 4/	5.4	% industry	14
Poor as % of total rural population 4/	33.0	% manufacturing	6
Total labour force (million) 1995 1/	9	% services	36
Female labour force as % of total, 1995 1/	48	Consumption, 1995 1/	
Human Development Index value, 1995/3	0.328	Government consumption (as % of GDP)	10
Gender Development value, 1995/3	0.38	Private consumption (as % of GDP)	83
Women's Share of adult labour force/age	48	Gross domestic savings (as % of GDP)	7
Female economic activity rate at %	90	Balance of Payments (USD million)	
Human Poverty Index (% of population), 1996/3	41.3	Merchandise exports, 1995 1/	461
Population below national poverty line, 1989-94	55	Merchandise imports, 1995 1/	1 058
Education		Balance of trade	- 597
Primary school enrolment (% of age group total) 1993 1/	91	Current account balances (USD million)	
Adult literacy rate (% of total population) 1994 3/	61.1	before official transfers, 1995 1/	- 798
- males	73.2	after official transfers, 1995 1/	- 428
- females	48.7	Foreign direct investment, 1995 1/	121
Nutrition		Net workers' remittances, 1995 1/	0
Daily calorie supply per capita, 1992 3/	2 162	Income terms of trade (1987=100) 1995 1/	47
Index of daily calorie supply per capita (industrial countries=100) 1992 3/	69	Government Finance	
Prevalence of child malnutrition (% of children under 5) 1989-95 1/	23	Overall budget surplus/deficit (as % of GDP) 1994 1/	n.a.
Health		Total expenditure (% of GDP) 1994 1/	n.a.
People per physician, 1993 1/	22 399	Total external debt (USD million) 1995 1/	3 564
People per nurse, 1993 1/	6 762	Total external debt (as % of GNP) 1995 1/	33.4
Access to safe water (% of population) 1990-96 3/	38	Total debt service (% of exports of goods and services) 1995 1/	21.3
Access to health service (% of population) 1990-95 3/	49	Nominal lending rate of banks, 1995 1/	20.2
Access to sanitation (% of population) 1990-96 3/	64	Nominal deposit rate of banks, 1995 1/	7.6
Land Use			
Agricultural land as % of total land area, 1994 1/	43		
Forest and woodland area (km ² thousand) 1990 1/	63		
Forest and woodland area as % of total land area, 1990 1/	32		
Irrigated land as % of arable land, 1994 1/	0.1		

n.a. not available.

Figures in italics indicate data that are for years or periods other than those specified

1/ World Bank, *World Development Report*, 1997.

2/ World Bank, Atlas, 1997.

3/ UNDP, *Human Development Report*, 1997

4/ UNDP, Human Development Report, 1996.



↑ Do not delete this section break - it contains information about the section above ↑

PREVIOUS IFAD LOANS AND GRANTS IN UGANDA

Loan No.	Project Title	Progr.	Terms of Loan	Board Approval Date (1)	Effectiveness Date	Actual Extended Closing Date	Coop. Inst.	BSF million			SDR million		
								Total BSF Grant Amount	Total BSF.JP-IFAD Grant Disbursement as at May 1998		Original IFAD Loan	IFAD Loan Disbursement as at 5 May 1998 (2)	
BG 15-UG	A. Ongoing projects Masindi Integrated Community Development	BSF	Grant	19 Oct. 95	28 Mar. 96	30 Jun. 00	UNOPS	150.00 (3)	107.389	71.6%	--	--	--
BG 09-UG	UWESO Development	BSF	Grant	17 Jun. 94	6 Feb. 95	30 Jun 99	UNOPS	50.00 (4)	42.169	84.3%	--	--	--
BG 05-UG	Hoima Integrated Community Development	BSF	Grant	20 Sept. 90	11 Oct. 91	31 Dec. 98	UNOPS	330.00	324.346	98.3%	--	--	--
360-UG	Cotton Sub-Sector Development	Regular	h.c.	20 Apr. 94	18 Nov. 94	31 Dec. 99	IDA	--	--	--	8.95	3.587	40.1%
	Subtotal							530.00	473.904	n.a.	8.95	3.587	n.a.
	B. Closed loans												
316-UG	Smallholders Cotton Rehabilitation	Regular	h.c.	2 Dec. 92	28 Apr. 93	31 Jan. 98	IDA	--	--	--	7.15	6.62	92.5%
SRS-010-UG	Southwest Region Agricultural Rehabilitation	SPA	h.c.	4 Dec. 87	17 Aug. 88	28 Feb. 96	IDA	--	--	--	9.10 (5)	8.12	89.2%
159-UG	Agricultural Development	Regular	h.c.	12 Dec. 84	14 May 86	30 Sept. 93	IDA	--	--	--	14.60	12.83	87.9%
080-UG	Agricultural Reconstruction Programme in Northern and Eastern Uganda	Regular	h.c.	17 Dec. 81	18 Apr. 82	30 Jun. 86	IDA	--	--	--	16.55 (6)	15.81	95.5%
	Subtotal							530.00		n.a.	47.40	43.38	n.a.
	C. Approved but still not effective												
442-UG	Vegetable Oil Development	Regular	h.c.	29 Apr. 97	*	*	IDA	--	--	--	14.35* (7)	*	*
	Total							530.00	473.904	n.a.	56.35	46.96	n.a.

(1) Date of loan signing in case of BSF-assisted projects.

(2) Equals loan amount net of cancellations for closed projects.
awaiting effectiveness

(3) Does not include a fully disbursed Special Operations Facility (SOF) grant of USD 60 000.

(4) Does not include a fully disbursed SOF grant of USD 25 000.

(5) Does not include a SOF grant of USD 300 000, of which USD 286 000 were disbursed.

(6) Does not include a fully disbursed IFAD grant of SDR 875 000.

(7) Does not include fully disbursed SOF grants of USD 100 000 by IFAD and USD 150 000 from Danish Trust Funds.

* Project signed 26 May 1998 and

n.a. not applicable
h.c. highly concessional



↑ Do not delete this section break - it contains information about the section above ↑

LOGICAL FRAMEWORK

Narrative Summary	Objectively Verifiable Indicators	Means of Verification	Important Assumptions
<p>DEVELOPMENT GOAL:</p> <p>To alleviate chronic poverty through increased farm and household productivity and income, and the provision of social and welfare infrastructure and services, for up to 105 000 households in Hoima and 150 000 in Kabarole, thereby raising the standard of living and resilience of way of life of the poor, and significantly augmenting the Government’s poverty eradication effort.</p>	<p>Outputs and sales values of crop and livestock products at the household, community and district levels.</p> <p>Household income, food self-sufficiency, water availability, hygiene and nutritional status.</p> <p>Reduction of illness and disease incidence and severity.</p> <p>Ease of access for trade, transportation; improvement of demand and prices for key products; overall economic growth.</p>	<p>Records of offtake, production, sales and overall revenues.</p> <p>Initial baseline survey, and periodic reviews of household incomes, food sufficiency and consumption, health status, including health management information system data.</p> <p>Case studies and surveys of impact and benefit from specific interventions.</p> <p>Market and price statistics and measures of district economic performance, such as UNDP data.</p>	<p>Political will for transformation of district management pattern and use of specialist NGO/private agencies.</p> <p>Further restructuring to enable effective decentralization and commercialization of institutions and functions.</p> <p>Macroeconomic factors and conditions continue stable and liberal.</p>





Narrative Summary	Objectively Verifiable Indicators	Means of Verification	Important Assumptions
<p>OBJECTIVES AND STRATEGY:</p> <ul style="list-style-type: none"> - districts, sub-counties, parishes, villages, groups and communities with incentive, capability and means to plan, prepare, finance, implement and manage subprojects and enterprises; - community development capability to intensify and reinforce empowerment already achieved by groups and SIDAs and link in to an NGO/group rural finance intermediation system with adequate lending capacity; able to become self-financing; and sustainable microfinance institutions; - improved productive systems established and operating for traditional cash/food crop farmers, livestock keepers and fisherfolk, through demand-driven and responsive extension, back-up buyer/seller linkages, and inputs and credit supply; - better health for people presently without safe water and adequate sanitation and increasing numbers of primary school children; through clean water, sanitation and effective, affordable health services; - access roads and tracks and feeder roads rehabilitation, swamp crossing and bridge construction, with major community inputs and operational responsibility; and construction of a lake shore access road, if feasibility is proven; and, - help to provide local communities and district and local council agencies with organization, training and finance to enable them to plan, fund, execute and manage development activities within a participatory, community-based strategy of assisting productive subprojects and social facilities and services; social mobilization, technical assistance, training, institutional development and extension inputs by line agencies, NGOs and private sector suppliers. 	<p>Numbers of sites, facilities and services developed; plans produced and executed.</p> <p>Number of households reached and output/sales per household and community/group.</p> <p>Research and demonstrations of better techniques, materials and enterprises; contacts and contracts facilitated.</p> <p>Health management system records; school enrolment and achievement; wells and works completed and operating.</p> <p>Roads, tracks, culverts and bridges constructed and/or rehabilitated and maintained.</p> <p>Number of officials reoriented /trained, funds flow enhanced and NGOs/staff operational.</p> <p>Number of communities mobilized, organizations set up/proficient; initiatives and enterprises supported and executed.</p>	<p>Routine records and surveys as above.</p> <p>Reports of main line agencies involved.</p> <p>Reports of participating groups, SIDAs, NGOs.</p> <p>Quarterly, biannual, annual programme M&E records, accounts and management and ad hoc reports.</p> <p>Morbidity and mortality statistics Mid-term Review findings.</p>	<p>Community participation as expected.</p> <p>Full support from the national, district, sub-county, parish and village-level authorities.</p> <p>Autonomy and flexibility for programme management; good coordination and distribution of responsibilities among the different participating agencies.</p> <p>Enthusiastic and effective cooperation of the line agencies and NGOs concerned and private sector participation.</p> <p>Stability of non-programme income and economic factors, at least until meaningful benefits flow.</p>

Narrative Summary	Objectively Verifiable Indicators	Means of Verification	Important Assumptions
<p>OUTPUTS:</p> <p>Community Development</p> <p>Over 1 200 functional and cohesive groups and community organizations with incentive, capability and means to plan, prepare, finance and implement locally-conceived development activities.</p> <p>Some 9 000 people and local council leaders functionally literate, better able to contribute; and cognisant of child/youth issues.</p> <p>All local council leaders and office bearers practising participatory approach.</p> <p>Rural Finance</p> <p>SIDAs in all 29 sub-counties with effective savings/credit systems, effective management and viability/sustainability as microfinance institutions .</p> <p>Some 2 200 short- and 200 medium-term loans per year by PY 6.</p> <p>Income, living standards, productive occupation of women/youth increased.</p> <p>Health and Nutrition</p> <p>Six health units built, operational, with trained, effective staff; accessible, affordable services and adequate drugs supply for 600 000 people long-term; revolving drug fund operative, supplied.</p> <p>Measurable reduction in morbidity, mortality, malnutrition.</p> <p>Coherent planning, control, provision of health, nutrition services.</p>	<p>As above, plus:</p> <p>Groups in community activity, enterprises; regularity of publicity output; agencies, staff trained, engaged in participatory plan process.</p> <p>Number of community centres rehabilitated: numbers functionally literate; child/youth troubles down.</p> <p>Numbers of women/youth groups involved in income-generating activities/business.</p> <p>Growth savings and loans portfolio; recovery and drop-out rates.</p> <p>Numbers of health facilities, services available; personnel trained, committees active.</p> <p>Numbers ill, dying, under-nourished.</p> <p>Numbers traditional birth attendants, village health workers trained, operative.</p>	<p>Surveys, records and reports as above, plus:</p> <p>Village, parish, sub-county and district council annual plans, budgets and periodic reports.</p> <p>Education records.</p> <p>Ad hoc/periodic subproject and scheme reports.</p> <p>Group and SIDA accounts and reports.</p> <p>UWFT records/reports; and case studies/surveys.</p> <p>Departmental reports plans and contract records.</p> <p>Health Management Information System records of morbidity, mortality, nutrition status.</p> <p>Joint donor M&E data.</p> <p>Water Source Committee proceedings and records/accounts; contract documents.</p>	<p>Active involvement and commitment of local community with a demand-driven approach.</p> <p>Improved negotiation power so beneficiaries obtain favourable agreements and conditions from agencies and suppliers.</p> <p>Effective contract tendering and control.</p> <p>Programme staffed/managed as expected - and performance satisfactory.</p> <p>All health service actors cooperative in planning, operations and M&E.</p> <p>Health unit management committees able to manage revolving drug fund.</p>





Narrative Summary	Objectively Verifiable Indicators	Means of Verification	Important Assumptions
<p>Water and Sanitation</p> <ul style="list-style-type: none"> - 80 villages, 47 schools, 18 health centres and 70 000 people with proper water supply from 220 wells and 80 rainwater catchments. - For same numbers, better sanitation from 400 ventilated improved pit latrines and 6 000 sanplats. <p>Rural Roads</p> <ul style="list-style-type: none"> - Some 1 430 km access roads/tracks and 35 km feeder roads improved, 240 culverts and 10 bridges constructed, serving 100 villages/75 000 people. - Enhanced mobility/capability for Directorate for Water Development to assist community roads work. - Prospect of enhanced social/economic development of lake shore areas. <p>Agricultural Development</p> <ul style="list-style-type: none"> - Up to 30 000 households with significantly increased farm/fishing outputs. - Effective extension system and cadre, responsive to farmer, group and community needs and aspirations. - 20 existing, up to 10 new planting material nurseries and 40 ha of farm-farm schemes and up to 200 livestock, fishing, apiculture enterprises. - Practical, self-sustaining training, extension and support programmes from public, NGO and private sources. - Effective service provision through Government, NGO and private sector assistance and extension channels. <p>Management Capacity-Building and Institution-Strengthening</p> <ul style="list-style-type: none"> - Proficient planning and implementation systems in 2 districts, 29 sub-counties, 116 parishes and over 1 200 villages (as well as those in Kabarole, in due course). - Increased tax, fee and licence revenue at local level. - Streamlined, simple M&E systems giving usable data for decision-making and better management and impact assessment. 	<p>Number water sources set up or improved and operational.</p> <p>Numbers built/operating.</p> <p>Number of works, length of roads/tracks.</p> <p>Numbers functional local roads units. Records of volumes and prices of outputs.</p> <p>Condition of the local/village infrastructure.</p> <p>Yield statistics, and production increases.</p> <p>Household income and home consumption increases.</p> <p>Numbers of meetings, demonstrations, courses and sessions.</p> <p>Numbers of schemes, subprojects, works - planned, completed and operating.</p> <p>Volume and value of tax take and total revenues to villages, parishes and sub-counties.</p> <p>Numbers, user-friendliness and actionable quality of M&E output.</p>	<p>Status reports of water and education departments.</p> <p>Department and local council statistics/reports; contract documents.</p> <p>Planning reports.</p> <p>Surveys and studies of catches, produce trading, tax records.</p> <p>Agency and enterprise, case study and survey records.</p> <p>Contract papers for NGO and private company involvement.</p> <p>Reception feedback and critiques.</p> <p>Programme progress and M&E reports.</p> <p>Tax records and district budgets/reports.</p> <p>Consultant/technical assistant reports and M&E reports.</p> <p>Evaluation and completion Reports.</p>	<p>Volition, conviction and commitment of beneficiary communities.</p> <p>Cooperation and enthusiasm of the assisting line agencies.</p> <p>Intensive and effective IFAD supervision and decisive management follow-up.</p> <p>Proper functioning of the tendering, procurement, contract, accounting and reporting systems and procedures.</p>

Narrative Summary	Objectively Verifiable Indicators	Means of Verification	Important Assumptions
<p>INPUTS:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Community mobilization, orientation and beneficiary training on: community development; enterprise/project management; group dynamics; literacy and child/youth issues; savings and credit; health and nutrition provision and management; water supply and roads maintenance and management; farming/fisheries techniques and systems demonstration; and village, parish and sub-county affairs and development. - Line agency, local council and NGO staff and officials training and orientation on the same range of subject matter, plus management, accounting, monitoring and evaluation, revenue collection, participatory planning and technical aspects of health, water, roads and agriculture components. - Promotion, publicity and communications; introduction and support of cost-recovery/sharing systems and procedures. - Credit funds; and associated supply and management systems. - Buildings and equipment for community centres, literacy and human development, health centres and staff housing, water sources and sanitation facilities, roads, revenue/parish offices, water supply. - Drilling and fitting of wells, rainwater catchments, other sources; construction/rehabilitation and assistance with maintenance of roads, tracks, crossings and bridges. - Studies and support for establishment of SIDA and other groups and approved group/joint venture activities and enterprises. - Materials and supplies for all activities, especially drugs and medical kits and materials for nurseries. - New vehicles, computers, office and technical equipment and operating expenses, including substantial provision for maintenance and operation of existing vehicles and equipment - and utilities. - Institutional reorganization, strengthening and support - district, sub-county, parish, village, group and community, through contract NGO services, by technical assistance and consulting services, and additional resources. 	<p>Targets filled for materials, vehicles, equipment selected, procured on time, supplied, and operational.</p> <p>Numbers and types of staff and technical assistants/NGOs selected and appointed.</p> <p>Numbers of courses/sessions, demonstrations planned and completed, with feedback.</p> <p>Number and types of maintenance, operation and management systems set up and proven.</p> <p>Numbers and amounts of funds requested, released, committed and reimbursed.</p>	<p>As above, plus:</p> <p>Programme cost and management accounts.</p> <p>Training institution/agency records and technical assistance reports.</p> <p>Contract and progress documents for works tendered, completed and accepted.</p>	<p>Continuing enthusiasm of the beneficiaries and dedication, conscientious working of management and staff.</p> <p>Sound management, disciplined recording and use of control data: timesheets, logbooks, progress charts and diaries of activity.</p> <p>Effective participating agencies and contractor engagement.</p> <p>Non-interference, no distortion from external sources, local or national; and effective resolution of conflicting interests/disputes.</p>

QUANTITATIVE INPUTS, TARGETS AND KEY PROGRAMME FACTORS

OBJECTIVES								INCREMENTAL FARM INCOME (UGX '000)																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																
OVERALL: Alleviate the chronic poverty through increased farm and household productivity and income, and the provision of social and welfare infrastructure and services								Distilling Banana Farm Model - 2.5 ha (Central + Western Kibaale)																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																
Specific Objectives 1. Establish motivated and institutionally equipped community-based administrations and groups that plan, prepare and manage selected development activities and enterprises. 2. Reinforce the people empowerment, particularly women, with self-financing and sustainable rural financial institutions 3. Promote improved, viable and productive systems for traditional cash and food crop farmers, livestock keepers and fisherfolk. 4. Improve the population's health through proper maternal and child health care services, safe water and adequate sanitation. 5. Expand produce marketing and trading opportunities through the rehabilitation of access roads, tracks and feeder roads.												<table border="1" style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <thead> <tr> <th>Field Year</th> <th>Gross Output</th> <th>Input Costs</th> <th>Cash Flow</th> </tr> </thead> <tbody> <tr><td>1</td><td>66</td><td>66</td><td>-</td></tr> <tr><td>2</td><td>174</td><td>60</td><td>114</td></tr> <tr><td>3</td><td>201</td><td>61</td><td>140</td></tr> <tr><td>4</td><td>229</td><td>59</td><td>170</td></tr> <tr><td>6</td><td>284</td><td>63</td><td>221</td></tr> <tr><td>8-20</td><td>304</td><td>68</td><td>237</td></tr> </tbody> </table>				Field Year	Gross Output	Input Costs	Cash Flow	1	66	66	-	2	174	60	114	3	201	61	140	4	229	59	170	6	284	63	221	8-20	304	68	237																																																																																																																																																																																																																																																																																													
Field Year	Gross Output	Input Costs	Cash Flow																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																					
1	66	66	-																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																					
2	174	60	114																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																					
3	201	61	140																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																					
4	229	59	170																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																					
6	284	63	221																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																					
8-20	304	68	237																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																					
								Coffee Farm Model - 2.5 ha (Hoima + NE Kibaale)																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																
								<table border="1" style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <thead> <tr> <th>Field Year</th> <th>Gross Output</th> <th>Input Costs</th> <th>Cash Flow</th> </tr> </thead> <tbody> <tr><td>1</td><td>80</td><td>75</td><td>5</td></tr> <tr><td>2</td><td>273</td><td>96</td><td>177</td></tr> <tr><td>3</td><td>342</td><td>84</td><td>258</td></tr> <tr><td>4</td><td>393</td><td>89</td><td>304</td></tr> <tr><td>5</td><td>431</td><td>92</td><td>339</td></tr> <tr><td>6-20</td><td>440</td><td>93</td><td>347</td></tr> </tbody> </table>				Field Year	Gross Output	Input Costs	Cash Flow	1	80	75	5	2	273	96	177	3	342	84	258	4	393	89	304	5	431	92	339	6-20	440	93	347																																																																																																																																																																																																																																																																																																	
Field Year	Gross Output	Input Costs	Cash Flow																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																					
1	80	75	5																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																					
2	273	96	177																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																					
3	342	84	258																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																					
4	393	89	304																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																					
5	431	92	339																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																					
6-20	440	93	347																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																					
								Annual Incremental Production of Key Crops at full programme development (t)																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																
								<table border="1" style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <thead> <tr> <th>Crop</th> <th>Mainly Banana Farms</th> <th>Mainly Coffee Farms</th> <th>Total</th> </tr> </thead> <tbody> <tr><td>Distilling Banana</td><td>15 050</td><td>-</td><td>15 050</td></tr> <tr><td>Robusta Dried Coffee</td><td>828</td><td>1 293</td><td>2 121</td></tr> <tr><td>Eating Banana</td><td>5 268</td><td>2 445</td><td>7 713</td></tr> <tr><td>Cassava</td><td>3 480</td><td>5 132</td><td>8 612</td></tr> <tr><td>Sweet Potato</td><td>4 515</td><td>3 494</td><td>8 009</td></tr> </tbody> </table>				Crop	Mainly Banana Farms	Mainly Coffee Farms	Total	Distilling Banana	15 050	-	15 050	Robusta Dried Coffee	828	1 293	2 121	Eating Banana	5 268	2 445	7 713	Cassava	3 480	5 132	8 612	Sweet Potato	4 515	3 494	8 009																																																																																																																																																																																																																																																																																																					
Crop	Mainly Banana Farms	Mainly Coffee Farms	Total																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																					
Distilling Banana	15 050	-	15 050																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																					
Robusta Dried Coffee	828	1 293	2 121																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																					
Eating Banana	5 268	2 445	7 713																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																					
Cassava	3 480	5 132	8 612																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																					
Sweet Potato	4 515	3 494	8 009																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																					
								ECONOMIC ANALYSIS																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																
								<table border="1" style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <thead> <tr> <th>Scenario</th> <th>ERR %</th> </tr> </thead> <tbody> <tr><td>Base ERR</td><td>12</td></tr> <tr><td>Cost increase by 10 %</td><td>10</td></tr> <tr><td>Cost increase by 20 %</td><td>9</td></tr> <tr><td>Revenue drop by 10 %</td><td>10</td></tr> <tr><td>Revenue drop by 10 %</td><td>8</td></tr> <tr><td>Cost increase and revenue drop by 10 %</td><td>9</td></tr> <tr><td>Cost increase and revenue drop by 20 %</td><td>6</td></tr> <tr><td>Benefits lag by 1 year</td><td>10</td></tr> <tr><td>Benefits lag by 5 years</td><td>3</td></tr> </tbody> </table>				Scenario	ERR %	Base ERR	12	Cost increase by 10 %	10	Cost increase by 20 %	9	Revenue drop by 10 %	10	Revenue drop by 10 %	8	Cost increase and revenue drop by 10 %	9	Cost increase and revenue drop by 20 %	6	Benefits lag by 1 year	10	Benefits lag by 5 years	3																																																																																																																																																																																																																																																																																																									
Scenario	ERR %																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																							
Base ERR	12																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																							
Cost increase by 10 %	10																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																							
Cost increase by 20 %	9																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																							
Revenue drop by 10 %	10																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																							
Revenue drop by 10 %	8																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																							
Cost increase and revenue drop by 10 %	9																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																							
Cost increase and revenue drop by 20 %	6																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																							
Benefits lag by 1 year	10																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																							
Benefits lag by 5 years	3																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																							
<table border="1" style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <thead> <tr> <th colspan="3">PROGRAMME COSTS</th> <th colspan="2">FINANCING</th> <th colspan="3">BENEFICIARY</th> </tr> <tr> <th>Components</th> <th>USD million</th> <th>% Base Costs</th> <th>HOUSEHOLDS</th> <th>USD million</th> <th>% Total</th> <th>Activity</th> <th>Number</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>1 Community Development</td> <td>2.2</td> <td>12</td> <td></td> <td></td> <td></td> <td>· Mainly coffee farms</td> <td>7 500</td> </tr> <tr> <td>2 Rural Finance</td> <td>2.8</td> <td>15</td> <td>IFAD</td> <td>12.6</td> <td>61</td> <td>· Mainly banana farms</td> <td>13 450</td> </tr> <tr> <td>3 Health and Nutrition</td> <td>1.5</td> <td>80</td> <td>BSF</td> <td>5.6</td> <td>27</td> <td>· Fishing and processing</td> <td>400</td> </tr> <tr> <td>4 Water and Sanitation</td> <td>3.9</td> <td>21</td> <td>Government</td> <td>1.6</td> <td>8</td> <td>· Group Credit:</td> <td></td> </tr> <tr> <td>5 Rural Roads</td> <td>3.1</td> <td>17</td> <td>Beneficiaries</td> <td>0.9</td> <td>4</td> <td>· Livestock enterprises</td> <td>400</td> </tr> <tr> <td>6 Agricultural Development</td> <td>2.2</td> <td>12</td> <td>Total</td> <td>20.7</td> <td>100</td> <td>Small and/or off-farm enterprises</td> <td>18 000</td> </tr> <tr> <td>7 Management Capacity Building</td> <td>2.6</td> <td>14</td> <td></td> <td></td> <td></td> <td>Total</td> <td>39 750</td> </tr> <tr> <td>Base Costs</td> <td>18.3</td> <td>100</td> <td></td> <td></td> <td></td> <td></td> <td></td> </tr> <tr> <td>Contingencies</td> <td>2.3</td> <td>13</td> <td></td> <td></td> <td></td> <td></td> <td></td> </tr> <tr> <td>Total Costs</td> <td>20.6</td> <td>113</td> <td></td> <td></td> <td></td> <td></td> <td></td> </tr> </tbody> </table>								PROGRAMME COSTS			FINANCING		BENEFICIARY			Components	USD million	% Base Costs	HOUSEHOLDS	USD million	% Total	Activity	Number	1 Community Development	2.2	12				· Mainly coffee farms	7 500	2 Rural Finance	2.8	15	IFAD	12.6	61	· Mainly banana farms	13 450	3 Health and Nutrition	1.5	80	BSF	5.6	27	· Fishing and processing	400	4 Water and Sanitation	3.9	21	Government	1.6	8	· Group Credit:		5 Rural Roads	3.1	17	Beneficiaries	0.9	4	· Livestock enterprises	400	6 Agricultural Development	2.2	12	Total	20.7	100	Small and/or off-farm enterprises	18 000	7 Management Capacity Building	2.6	14				Total	39 750	Base Costs	18.3	100						Contingencies	2.3	13						Total Costs	20.6	113																																																																																																																																																																																																																																						
PROGRAMME COSTS			FINANCING		BENEFICIARY																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																			
Components	USD million	% Base Costs	HOUSEHOLDS	USD million	% Total	Activity	Number																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																	
1 Community Development	2.2	12				· Mainly coffee farms	7 500																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																	
2 Rural Finance	2.8	15	IFAD	12.6	61	· Mainly banana farms	13 450																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																	
3 Health and Nutrition	1.5	80	BSF	5.6	27	· Fishing and processing	400																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																	
4 Water and Sanitation	3.9	21	Government	1.6	8	· Group Credit:																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																		
5 Rural Roads	3.1	17	Beneficiaries	0.9	4	· Livestock enterprises	400																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																	
6 Agricultural Development	2.2	12	Total	20.7	100	Small and/or off-farm enterprises	18 000																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																	
7 Management Capacity Building	2.6	14				Total	39 750																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																	
Base Costs	18.3	100																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																						
Contingencies	2.3	13																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																						
Total Costs	20.6	113																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																						
1. Community Development Establishment of 1 200 functional and cohesive community organizations able to implement locally -conceived programmes and plans Rehabilitation of 18 community centres. Staff/beneficiary training in community mobilization, literacy, child/youth welfare and district planning.																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																								
2. Financial Services Systems development, improved practice, technical assistance and studies. Provision of incremental credit funds. Staff and beneficiary training as well as management support through UWFT.																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																								
3. Social Services Improvement of health, water supply and sanitation infrastructure. Training support for staff and communities in health management. Provision of a revolving drug fund. Rehabilitation of rural road infrastructure, including the provision of training, tools and materials to communities.																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																								
4. Agricultural Development Provision of vehicles and equipment to and sensitisation and training of extension staff. Production support to farmers, including improved planting material.																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																								
<table border="1" style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <thead> <tr> <th>PY 1</th> <th>PY 2</th> <th>PY 3</th> <th>PY 4</th> <th>PY 5</th> <th>PY 6</th> <th>Total</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td colspan="8">1. Community Development Outputs</td> </tr> <tr> <td colspan="8">Rehabilitation of community centres - units</td> </tr> <tr> <td>5</td> <td>5</td> <td>3</td> <td>2</td> <td>2</td> <td>1</td> <td>18</td> </tr> <tr> <td colspan="8">2. Incremental Credit Funds Disbursed (USD '000)</td> </tr> <tr> <td colspan="8">Short-term credit</td> </tr> <tr> <td>63</td> <td>79</td> <td>99</td> <td>124</td> <td>155</td> <td>195</td> <td>714</td> </tr> <tr> <td colspan="8">Medium-term credit</td> </tr> <tr> <td>26</td> <td>27</td> <td>28</td> <td>42</td> <td>62</td> <td>94</td> <td>278</td> </tr> <tr> <td colspan="8">3. Health and Nutrition Outputs</td> </tr> <tr> <td colspan="8">Dispensaries / Maternity Units - units</td> </tr> <tr> <td>-</td> <td>3</td> <td>-</td> <td>-</td> <td>3</td> <td>-</td> <td>6</td> </tr> <tr> <td colspan="8">Staff trained - persons</td> </tr> <tr> <td>64</td> <td>122</td> <td>101</td> <td>32</td> <td>32</td> <td>-</td> <td>351</td> </tr> <tr> <td colspan="8">4. Water and Sanitation Outputs</td> </tr> <tr> <td colspan="8">Boreholes with handpumps - units</td> </tr> <tr> <td>-</td> <td>110</td> <td>110</td> <td>-</td> <td>-</td> <td>-</td> <td>220</td> </tr> <tr> <td colspan="8">Rainwater catchment installations - units</td> </tr> <tr> <td>-</td> <td>40</td> <td>40</td> <td>-</td> <td>-</td> <td>-</td> <td>80</td> </tr> <tr> <td colspan="8">Sanitation sanplats - units</td> </tr> <tr> <td>800</td> <td>1 500</td> <td>1 000</td> <td>950</td> <td>500</td> <td>500</td> <td>5 250</td> </tr> <tr> <td colspan="8">VIP latrines - units</td> </tr> <tr> <td>200</td> <td>200</td> <td>-</td> <td>-</td> <td>-</td> <td>-</td> <td>400</td> </tr> <tr> <td colspan="8">5. Agricultural Development Outputs</td> </tr> <tr> <td colspan="8">Adopting farms (chief crop banana) - households</td> </tr> <tr> <td>-</td> <td>2 688</td> <td>2 688</td> <td>2 688</td> <td>2 688</td> <td>2 688</td> <td>13 438</td> </tr> <tr> <td colspan="8">Adopting farms (chief crop coffee) - households</td> </tr> <tr> <td>-</td> <td>1 498</td> <td>1 498</td> <td>1 498</td> <td>1 498</td> <td>1 498</td> <td>7 488</td> </tr> <tr> <td colspan="8">Fishing and processing - households</td> </tr> <tr> <td>-</td> <td>80</td> <td>80</td> <td>80</td> <td>80</td> <td>80</td> <td>400</td> </tr> <tr> <td colspan="8">Incremental Production: Distilling Banana - t</td> </tr> <tr> <td>-</td> <td>1 204</td> <td>3 763</td> <td>6 773</td> <td>10 535</td> <td>15 050</td> <td></td> </tr> <tr> <td colspan="8">Robusta Dried Coffee - t</td> </tr> <tr> <td>-</td> <td>170</td> <td>530</td> <td>954</td> <td>1 485</td> <td>2 121</td> <td></td> </tr> <tr> <td colspan="8">Eating Banana - t</td> </tr> <tr> <td>-</td> <td>617</td> <td>1 928</td> <td>3 471</td> <td>5 399</td> <td>7 713</td> <td></td> </tr> <tr> <td colspan="8">Cassava - t</td> </tr> <tr> <td>-</td> <td>689</td> <td>2 153</td> <td>3 875</td> <td>6 028</td> <td>8 612</td> <td></td> </tr> <tr> <td colspan="8">Sweet Potato - t</td> </tr> <tr> <td>-</td> <td>641</td> <td>2 002</td> <td>3 604</td> <td>5 606</td> <td>8 009</td> <td></td> </tr> <tr> <td colspan="8">6. Rural Roads and Tracks Rehabilitated - km</td> </tr> <tr> <td>200</td> <td>300</td> <td>300</td> <td>250</td> <td>250</td> <td>130</td> <td>1 430</td> </tr> </tbody> </table>								PY 1	PY 2	PY 3	PY 4	PY 5	PY 6	Total	1. Community Development Outputs								Rehabilitation of community centres - units								5	5	3	2	2	1	18	2. Incremental Credit Funds Disbursed (USD '000)								Short-term credit								63	79	99	124	155	195	714	Medium-term credit								26	27	28	42	62	94	278	3. Health and Nutrition Outputs								Dispensaries / Maternity Units - units								-	3	-	-	3	-	6	Staff trained - persons								64	122	101	32	32	-	351	4. Water and Sanitation Outputs								Boreholes with handpumps - units								-	110	110	-	-	-	220	Rainwater catchment installations - units								-	40	40	-	-	-	80	Sanitation sanplats - units								800	1 500	1 000	950	500	500	5 250	VIP latrines - units								200	200	-	-	-	-	400	5. Agricultural Development Outputs								Adopting farms (chief crop banana) - households								-	2 688	2 688	2 688	2 688	2 688	13 438	Adopting farms (chief crop coffee) - households								-	1 498	1 498	1 498	1 498	1 498	7 488	Fishing and processing - households								-	80	80	80	80	80	400	Incremental Production: Distilling Banana - t								-	1 204	3 763	6 773	10 535	15 050		Robusta Dried Coffee - t								-	170	530	954	1 485	2 121		Eating Banana - t								-	617	1 928	3 471	5 399	7 713		Cassava - t								-	689	2 153	3 875	6 028	8 612		Sweet Potato - t								-	641	2 002	3 604	5 606	8 009		6. Rural Roads and Tracks Rehabilitated - km								200	300	300	250	250	130	1 430				
PY 1	PY 2	PY 3	PY 4	PY 5	PY 6	Total																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																		
1. Community Development Outputs																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																								
Rehabilitation of community centres - units																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																								
5	5	3	2	2	1	18																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																		
2. Incremental Credit Funds Disbursed (USD '000)																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																								
Short-term credit																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																								
63	79	99	124	155	195	714																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																		
Medium-term credit																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																								
26	27	28	42	62	94	278																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																		
3. Health and Nutrition Outputs																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																								
Dispensaries / Maternity Units - units																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																								
-	3	-	-	3	-	6																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																		
Staff trained - persons																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																								
64	122	101	32	32	-	351																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																		
4. Water and Sanitation Outputs																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																								
Boreholes with handpumps - units																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																								
-	110	110	-	-	-	220																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																		
Rainwater catchment installations - units																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																								
-	40	40	-	-	-	80																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																		
Sanitation sanplats - units																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																								
800	1 500	1 000	950	500	500	5 250																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																		
VIP latrines - units																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																								
200	200	-	-	-	-	400																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																		
5. Agricultural Development Outputs																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																								
Adopting farms (chief crop banana) - households																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																								
-	2 688	2 688	2 688	2 688	2 688	13 438																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																		
Adopting farms (chief crop coffee) - households																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																								
-	1 498	1 498	1 498	1 498	1 498	7 488																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																		
Fishing and processing - households																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																								
-	80	80	80	80	80	400																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																		
Incremental Production: Distilling Banana - t																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																								
-	1 204	3 763	6 773	10 535	15 050																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																			
Robusta Dried Coffee - t																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																								
-	170	530	954	1 485	2 121																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																			
Eating Banana - t																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																								
-	617	1 928	3 471	5 399	7 713																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																			
Cassava - t																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																								
-	689	2 153	3 875	6 028	8 612																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																			
Sweet Potato - t																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																								
-	641	2 002	3 604	5 606	8 009																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																			
6. Rural Roads and Tracks Rehabilitated - km																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																								
200	300	300	250	250	130	1 430																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																		



↑ Do not delete this section break - it contains information about the section above ↑

CATEGORY-WISE DISBURSEMENT ACCOUNTS BY FINANCIERS
(USD million)

Category	IFAD	BSF	Government	Beneficiaries	Total (% of Total Cost)	Foreign Exchange	Local Currency (excl. taxes)	Duties and Taxes
I. Civil works								
(a) Buildings	0.7486	0.4041	0.0089	0.1347	1.2963 (6.3)	0.4226	0.8648	0.0089
(b) Roads	1.6908	-	-	-	1.6908 (8.2)	0.5072	1.1835	-
(c) Water supply	-	2.4442	-	-	2.4442 (11.8)	0.4926	1.9516	-
Subtotal civil works	2.4394	2.8483	0.0089		5.4313 (26.3)	1.4224	2.9999	0.0089
II. Vehicles and equipment								
(a) Vehicles	1.2264	0.2287	0.3400	-	1.5751 (7.6)	1.0037	0.4550	0.3362
(b) Equipment and materials	1.2125	0.0838	0.0315	-	1.3278 (6.4)	1.7470	0.5493	0.0315
(c) Sanitation	-	1.3993	0.1208	0.0106	1.5307 (7.4)	1.2353	0.1746	0.1208
Subtotal vehicles and equipment	2.4389	0.3125	0.4923		4.4336 (21.5)	2.9869	1.1789	0.4885
III. Training, studies and technical assistance (TA)								
(a) Training	1.1126	0.2085	0.0059	-	1.3270 (6.4)	0.2190	1.1021	0.0059
(b) TA/studies	2.6121	0.0871	0.0062	-	2.7054 (13.1)	0.3324	2.3668	0.0062
Subtotal training TA/studies	3.7247	0.2956	0.0121		4.0324 (19.5)	0.5514	3.4689	0.0121
IV Revolving credit								
(a) Short-term	0.9662	-	-	-	0.9662 (4.7)	-	0.9662	-
(b) Medium-term	0.4187	-	-	-	0.4187 (2.0)	-	0.4187	-
Subtotal credit	1.3849				1.3849 (6.7)	-	1.3849	-
V. Recurrent costs	2.6003	0.6774	1.0353		4.3130 (20.9)	1.4214	2.8759	0.0158
VI. Other beneficiary contribution								
(a) Financial	-	-	-	0.2282	0.2282	-	0.2282	-
(b) Labour	-	-	-	0.6013	0.6013	0.1804	0.4209	-
Total costs	12.5882	5.5330	1.5485	0.9749	20.6445 (100)	6.5661	13.5576	0.5253
	(61.0)	(26.8)	(7.5)	(4.7)				



[↑ Do not delete this section break - it contains information about the section above](#) [↑](#)

ORGANIZATION AND MANAGEMENT

IMPLEMENTATION ROLES AND RESPONSIBILITIES

1. The organization and management for programme implementation is briefly described in the main report and operational linkages are depicted in the present appendix. To ensure effective planning, implementation and monitoring of programme activities, the roles and responsibilities of the different stakeholders are broadly described.

Ministry of Local Government

2. The MOLG will be the lead agency, with responsibilities attributed to the Permanent Secretary for:

- (a) initial programming and set-up of the programme facilities, services and systems;
- (b) providing the link on national policy and strategy matters with the other central ministries, which will be supporting agencies, principally The Ministry of Finance, Planning and Economic Development (MFPED), the Ministry of Agriculture, Animal Industries and Fisheries (MAAIF), the Ministry of Gender, Labour and Social Development (MGLSD), the Ministry of Water, Lands and Environment (MWLE), the Ministry of Health (MOH) and the Ministry of Works, Housing and Communications (MWHC); and associated parastatal agencies such as the National Agricultural Research Organization (NARO) and the Bank of Uganda (BOU);
- (c) acting as the focus for the outflow and feedback of programme information and for district, government and donor exchanges in its interpretation and use in support of further and wider decentralization development;
- (d) brokering the contract agreement between MFPED, BOU, the District Administrations and UWFT for the execution of the rural finance activities;
- (e) convening and moderating, jointly with District Administrations, the start-up workshop;
- (f) providing the overall liaison and secretariat capability for the entire programme and assigning key staff for back-up to programme operations when required; and
- (g) offering and helping to procure services in support of both community organization and agricultural and economic development activities.

3. MOLG will also be a beneficiary of the institutional strengthening inputs.

District Administrations

4. The respective District Administrations will be the key programme implementation agencies and will provide the necessary conducive environment and political framework for execution by:



- (a) co-moderating the start-up workshop and formulating programme systems and procedures for departmental and private and NGO sector involvement and cooperation, including the updating of monitoring and evaluation;
- (b) enabling and encouraging the reorientation and training of staff and their devotion to programme activities;
- (c) activating and energizing District Technical Planning Committee (DTPC) operations and expediting the process of consultation and agreement with the appropriate sector or executive committee of the council for programme funding and actions;
- (d) incorporating all programme interventions into their participatory planning systems and achieving timely completion and approval of - and adherence to - the various district development plans involved;
- (e) ensuring their effective execution by disciplined and proficient management, including careful control of resources and activities, transparent procurement and funds allocation procedures, and clear accounting; and
- (f) arranging the commercialization of the Bulindi District Farm Institute and the contracting for programme purposes of NGO and private sector inputs described below.

Local Councils

5. Local councils, especially at the sub-county, parish and village levels (LC-1 to 3) will be involved with:

- (a) coordinating work embracing more than one village or community, especially in the context of initiatives that cover wider natural areas or sectors, such as crop disease control, roads and institutional development;
- (b) facilitating liaison, consultation and cooperation in compiling and forwarding local plans and reporting on local programme progress;
- (c) orientation and training of their cadres and subsidiary organizations and assuring their technical inputs to activities;
- (d) supporting target group consultation and community mobilization; and
- (e) encouraging the participation of SIDAs, water source committees, community health committees, school health committees other *bona fide* groups and NGOs involved in social and economic advancement, and in the ordering and management of local affairs generally.

Community Level

6. The various communities at the district, county, sub-county, parish and village levels (LC-1 to 5) will be the prime clients of programme assistance and will have a key part to play, notably in:

- (a) nominating the appropriate persons or entities from among their membership to serve on programme and community committees and giving due diligence to its development activities;



APPENDIX VI

- (b) promoting the programme, seeking to widen its scope, and enhance impact and replication by adapting their work plans to successful initiatives and securing the interest of other donors; and
- (c) providing a positive, transparent and supportive environment for programme and community activities; and for the assurance of their continued funding and sustainability.

Non-Governmental Organizations and the Private Sector

7. Among the NGOs, UWFT will be the contractor for implementation of all rural finance support activities through:

- (a) provision of senior staff for promotion, management and support of the savings and credit operations and development of systems and procedures for SIDAs and groups;
- (b) arranging and supervising these systems and monitoring their efficient operation, in conjunction with the SIDAs, groups, Community Development Departments and planning units;
- (c) the inculcation and facilitation, including supply and management, of funding for savings and credit schemes in support of community development and enterprise activities; and
- (d) individually or jointly with others, providing organizational, administration and business training services in respect of financial and credit management for groups and SIDAs, and for local council officials and staff.

8. Other major NGOs that will be involved in programme activities include the Uganda National Farmers' Association (UNFA) (in the form of its district associations, which will take part in agricultural development initiatives); Uganda Rural Development and Training (URDT) (which will be a candidate to provide training, extension and demonstration services in specialist fields); ACT (which will also be a candidate for the supply of improved plant materials and other services); the Bulindi District Farm Institute (which, assuming its successful commercialization, will provide agricultural demonstration and training services); and the Uganda Change Agents' Association (whose members will form an integral part of the programme effort).

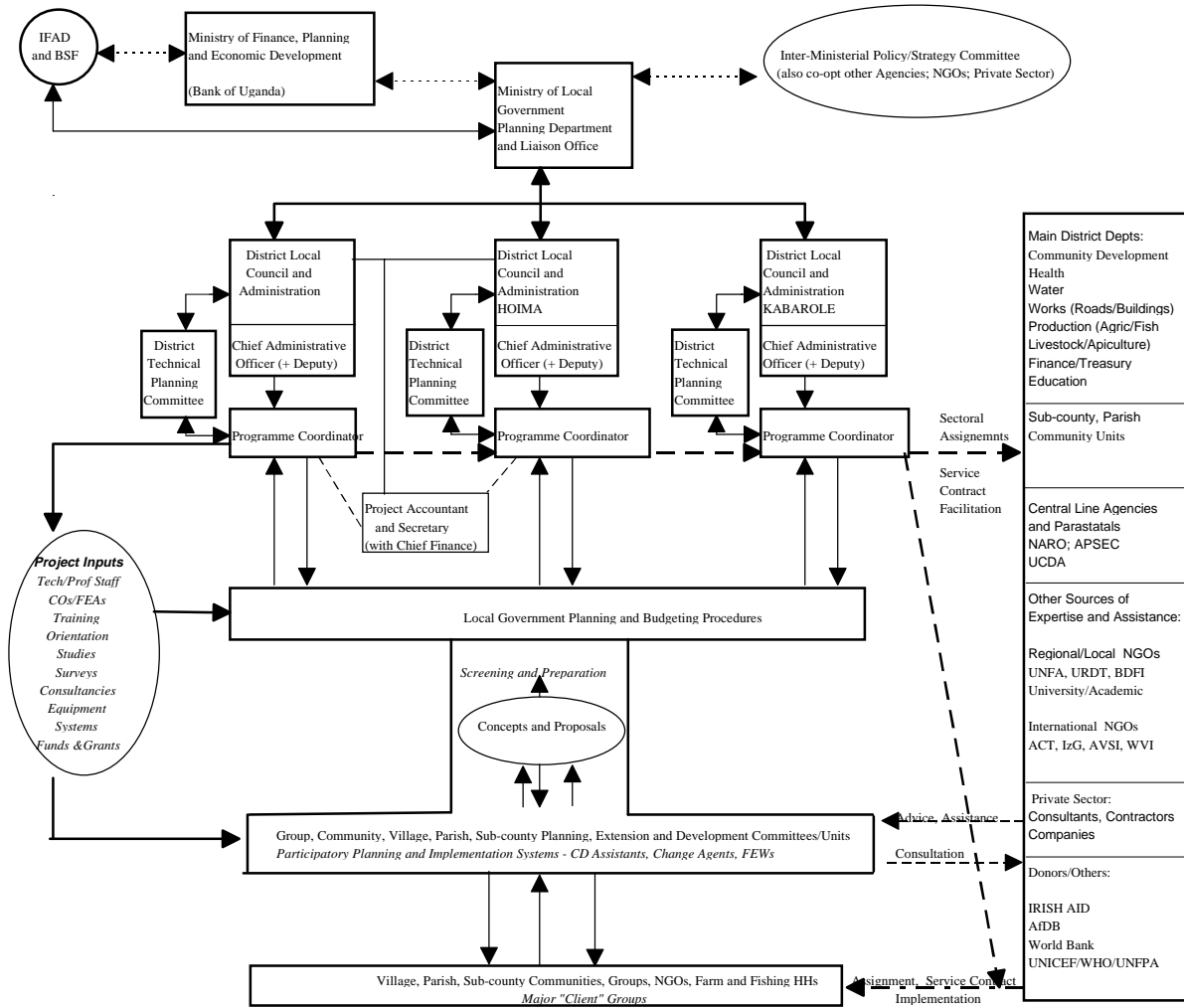
9. The SIDAs will continue to form the umbrella grouping for implementing community development programmes and productive activities and for providing linkage between institutions and beneficiaries. Eventually, they will be the successors to the programme in terms of carrying on and carrying forward programme aims in rural financial intermediation as independent and self-reliant institutions, in association with the existing (and new) women's and other groups which will themselves become a permanent feature of the local development scene.

10. The organized private sector and specialized public and private institutions will be major contenders for the supply of programme inputs and services, equipment and supplies in all their aspects. These will include, in particular, the provision of spare parts and repair for equipment, notably for water supply; professional consulting services and contracting for drilling and major roads and building works; and the nurseries and multiplication farms which will be the primary source of improved planting materials. They will also be potential providers of appropriate members of their cadres for national and subsidiary advisory and liaison functions.

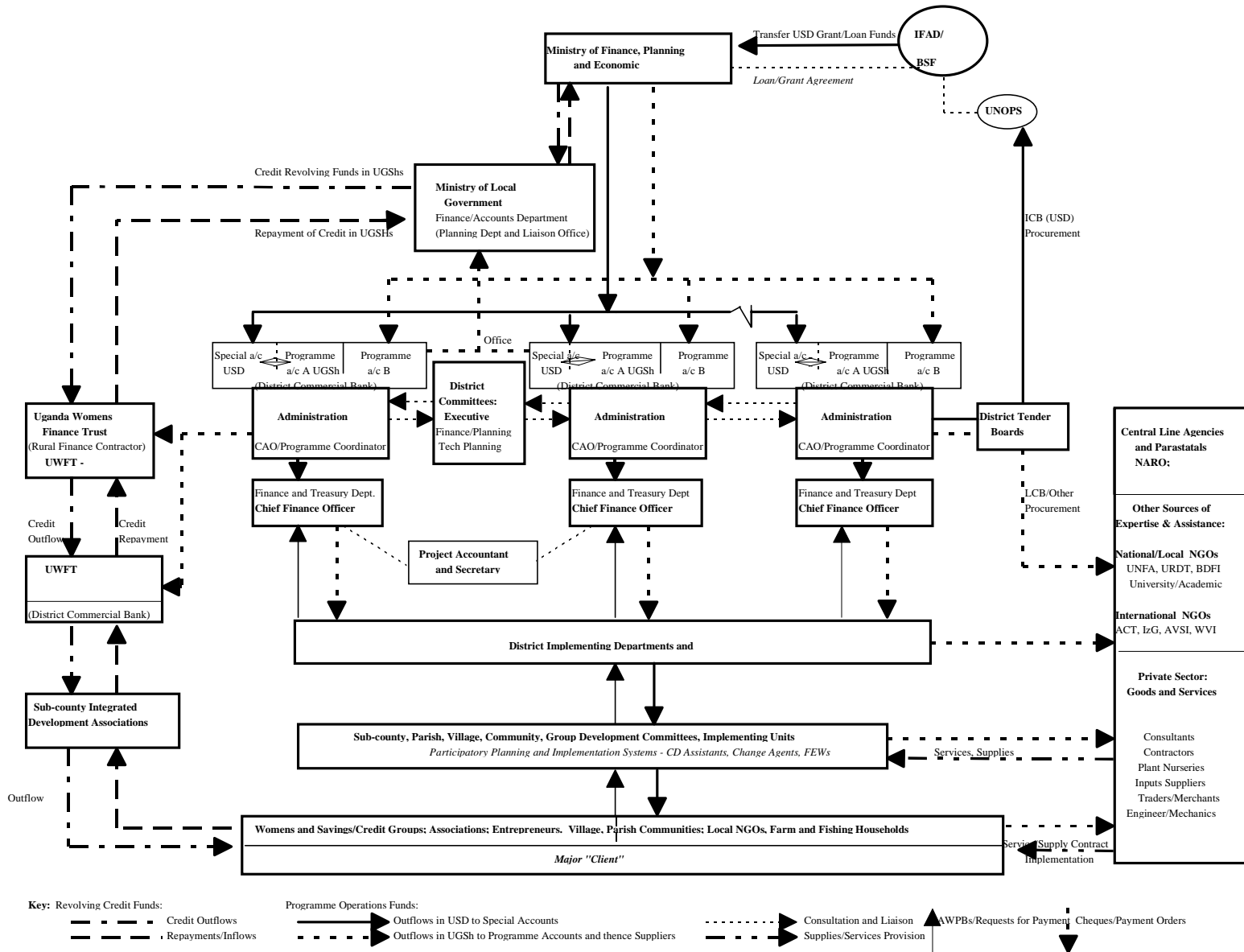


↑ Do not delete this section break - it contains information about the section above ↑

ORGANIZATIONAL STRUCTURE AND OPERATIONS CHARTS



PROGRAMME FUNDS FLOW CHART





[↑ Do not delete this section break - it contains information about the section above ↑](#)

ECONOMIC AND FINANCIAL ANALYSIS

ASSUMPTIONS

The underlying assumptions for the economic analysis of the programme include the following:

- (a) the effects of programme activities are estimated for 20 years;
- (b) only expenditures and benefits relating to Hoima and Kibaale Districts are included;
- (c) all base costs relating to investments and operations of the programme in the two districts have been taken into account. Since the programme will also support the revolving credit fund to be made available to SIDAs and Savings and Credit Groups, the costs have also been included;
- (d) foreign exchange is valued at the market rate of USD 1 = UGX 1 150;
- (e) recurrent costs are assumed to continue at the level of the final (sixth) year of the programme;
- (f) no standard conversion factor has been applied as no significant distortions in the prices of traded commodities, labour and currency can be observed; the opportunity cost of capital is 12%; and
- (g) production of coffee has been valued at economic export parity prices which are based on World Bank commodity price forecasts 1997-2010; all other crops and inputs have been valued at their market prices, reflecting true economic values.

[↓ Do not delete this section break - it contains information about the **PORTRAIT** section above ↑](#)

↑ Do not delete this section break - it contains information about the section above ↑

LANDSCAPE page

CALCULATION OF ECONOMIC RATE OF RETURN

Total Programme Costs *	PY-1	PY-2	PY-3	PY-4	PY-5	PY-6	PY-7	PY-8	PY-9	PY-10	PY11	PY-12	PY -13 to 20
(UGX '000)	3 795 444	4 218 774	4 197 279	2 291 851	1 807 524	1 402 837	497 084	497 084	497 084	497 084	497 084	497 084	497 084
A. Banana farms (no)	-	1 881	1 881	1 881	1 881	1 881	1 881	1 881	1 881	1 881	1 881	1 881	1 881
	-	-	1 881	1 881	1 881	1 881	1 881	1 881	1 881	1 881	1 881	1 881	1 881
	-	-	-	1 881	1 881	1 881	1 881	1 881	1 881	1 881	1 881	1 881	1 881
	-	-	-	-	1 881	1 881	1 881	1 881	1 881	1 881	1 881	1 881	1 881
	-	-	-	-	-	1 881	1 881	1 881	1 881	1 881	1 881	1 881	1 881
Total Banana farms (no)	0	1 881	3 763	5 644	7 525	9 406	9 406	9 406	9 406	9 406	9 406	9 406	9 406
Banana farm benefits (UGX '000)	0	(292)	215 017	263 488	319 606	391 526	416 227	430 618	445 010	445 010	445 010	445 010	445 101
	-	0	(292)	215 017	263 488	319 606	391 526	416 227	430 618	445 010	445 010	445 010	445 101
	-	-	0	(292)	215 017	263 488	319 606	391 526	416 227	430 618	445 010	445 010	445 101
	-	-	-	0	(292)	215 017	263 488	319 606	391 526	416 227	430 618	445 010	445 101
	-	-	-	-	0	(292)	215 017	263 488	319 606	391 526	416 227	430 618	445 101
Total Banana farm benefits (UGX '000)	0	(292)	214 726	478 214	797 819	1 189 345	1 605 863	1 821 464	2 002 986	2 128 390	2 181 874	2 210 657	2 225 048
Banana farms ERR: 14%	(1 897 722)	(2 109 679)	(1 883 914)	(667 712)	(105 943)	487 927	1 357 321	1 572 922	1 754 444	1 879 848	1 933 332	1 962 115	1 976 506
B. Clonal Coffee farms (no)	-	874	874	874	874	874	874	874	874	874	874	874	874
	-	-	874	874	874	874	874	874	874	874	874	874	874
	-	-	-	874	874	874	874	874	874	874	874	874	874
	-	-	-	-	874	874	874	874	874	874	874	874	874
	-	-	-	-	-	874	874	874	874	874	874	874	874
Total Clonal Coffee farms (no)	0	874	1 747	2 621	3 494	4 368	4 368	4 368	4 368	4 368	4 368	4 368	4 368
Clonal Coffee farm benefits (UGX '000)	0	4 310	155 222	226 004	266 117	295 851	302 991	302 991	302 991	302 991	302 991	302 991	302 991
	-	0	4 310	155 222	226 004	266 117	295 851	302 991	302 991	302 991	302 991	302 991	302 991
	-	-	0	4 310	155 222	226 004	266 117	295 851	302 991	302 991	302 991	302 991	302 991
	-	-	-	0	4 310	155 222	226 004	266 117	295 851	302 991	302 991	302 991	302 991
	-	-	-	-	0	4 310	155 222	226 004	266 117	295 851	302 991	302 991	302 991
Total Clonal Coffee farm benefits (UGX '000)	0	4 310	159 532	385 537	651 653	947 504	1 246 185	1 393 953	1 470 939	1 507 813	1 514 953	1 514 953	1 514 953
Clonal Coffee ERR: 9%	(1 897 722)	(2 105 077)	(1 939 107)	(760 389)	(252 109)	246 086	997 643	1 145 411	1 222 397	1 259 271	1 266 411	1 266 411	1 266 411
Overall Programme ERR: 12%	(3 795 444)	(4 214 756)	(3 823 021)	(1 428 100)	(358 051)	734 013	2 354 964	2 718 333	2 976 841	3 139 119	3 199 742	3 228 525	3 242 917

Assumptions

A. Banana Farm: Successful/Progressive Farmer Uptake

Potential area increment by PY-6(ha)	8 600
Effective increment - 50% (ha)	4 300
Progressive banana farmers (no) assuming average of 0.32 ha improved banana/progressive farmer	13 438

B. Clonal Coffee Farm: Progressive/Successful/Farmer Uptake

Potential area increment by PY -6 (ha)	2 995
Incremental expanded area (20% used for rehabilitation) (ha)	2 396
Effective increment - 50% (ha)	1 198
Progressive clonal coffee farmers (no) assuming average of 0.16 ha coffee/progressive farmer	7 488

* Hoima and Kibaale Districts only.

